

Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui

Martine Barthélemy, Guy Michelat

► **To cite this version:**

Martine Barthélemy, Guy Michelat. Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, 57 (5), pp.649 - 698. hal-01045230v2

HAL Id: hal-01045230

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01045230v2>

Submitted on 26 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DIMENSIONS DE LA LAÏCITÉ DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

MARTINE BARTHÉLEMY ET GUY MICHELAT

Au-delà des péripéties de la « guerre scolaire » passée, la laïcité est un principe structurant de la culture française. Si le débat sur le « voile islamique » a récemment caricaturé son image en cristallisant au gré de l'actualité toutes les attentions médiatiques et politiques, c'est aussi parce que cette question révèle celle, fondamentale, des rapports entre la laïcité et la République, aujourd'hui mis à l'épreuve par l'accentuation de la diversité religieuse et culturelle.

C'est pourquoi nous avons voulu établir ce que représente actuellement la laïcité dans les opinions et les attitudes des Français. Pour cela, nous utiliserons une enquête par sondage effectuée à partir d'un questionnaire que nous avons rédigé¹. Réalisée peu de temps avant la remise au président de la République du rapport de la Commission Stasi sur la laïcité et le vote de la loi du 15 mars 2004 sur le port des signes religieux à l'école, elle a sans conteste été fortement marquée par ce contexte.

TROIS APPROCHES DE LA LAÏCITÉ : L'IDÉAL, LA CONSTRUCTION HISTORIQUE, LES REPRÉSENTATIONS

Pour comprendre la construction de nos hypothèses et de nos variables, il est nécessaire de faire un bref rappel historique. Il faut d'abord revenir sur ce qui correspond au concept de laïcité. Pour plus de clarté, trois niveaux d'approche de la laïcité doivent être distingués : celui de l'idéal philosophique issu des Lumières, celui de la construction historique de la laïcité institutionnelle et celui des représentations sociales de la laïcité.

La laïcité s'inscrit dans la défense de l'autonomie de la raison contre la tradition, de la liberté contre l'autorité, des droits de l'homme et du citoyen contre la société organique fondée sur la loi divine et le pouvoir d'un seul. Préconisant une totale abstention religieuse ou philosophique, elle représente « dans son fondement même une vision du monde et de l'homme, hors référence à une transcendance »². Elle pose simultanément un principe de liberté et un principe d'égalité. La liberté est fondamentalement celle de la conscience, qui n'est soumise à aucun « credo » obligé, aucun discours établi qui échapperait à la critique de la raison ; l'égalité concerne le statut des

1. L'enquête a été menée sur le terrain par BVA du 20 novembre au 15 décembre 2003, auprès d'un échantillon représentatif de la population résidant en France de 1 524 personnes âgées de 18 ans et plus. Elle n'aurait pu avoir lieu sans le soutien du Service d'information du gouvernement, du ministère de l'Intérieur, de la Fondation Jean Jaurès, du Grand Orient de France et de la Ligue de l'Enseignement.

2. Jacques Sutter, « La laïcité comme cohabitation des différences », dans Guy Michelat, Julien Potel, Jacques Sutter, *L'héritage chrétien en disgrâce*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 285-332, dont p. 290.

préférences spirituelles personnelles, croyances religieuses quelles qu'elles soient et toute autre option spirituelle ou philosophique, libre-pensée, agnosticisme, athéisme ¹.

Ainsi la laïcité dépasse-t-elle la tolérance. Selon l'acception juridico-politique restrictive de la tolérance, « l'autorité tolère ce qu'elle ne veut ou ne peut empêcher, mais ce qui est simplement toléré reste en position d'infériorité par rapport à ce qui est donné comme norme » ². La laïcité, elle, vise à « l'égalité éthique des citoyens » ³. Comprise dans son acception courante d'ouverture à l'Autre et de disposition éthique à l'écoute et au dialogue, la tolérance est appelée par la diversité et le pluralisme, elle est « une vertu de la laïcité » ⁴, nécessaire à son accomplissement mais non suffisante. La laïcité, elle, promeut l'unité des hommes par delà toute religion ou idéologie particulière, elle est « ce qui rend possible leur coexistence, car ce qui est commun en droit à tous les hommes doit avoir le pas sur ce qui les sépare en fait » ⁵.

« La laïcité de l'État, c'est d'abord la revendication politique en doctrine de sa nature, mais c'est plus encore la traduction institutionnelle en droit de cette volonté » ⁶. Valeur de principe consacrée par le droit – ainsi les lois laïques de la fin du 19^e siècle, la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 –, la laïcité est devenue depuis plus d'un demi-siècle une caractéristique constitutionnelle. Elle comporte deux volets indissociables présents dès 1789 dans le débat politique : la liberté de conscience et « la séparation de la société civile et de la société religieuse, l'État n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Églises aucun pouvoir politique » ⁷. Mais la laïcité institutionnelle ne traduit qu'imparfaitement l'idéal. L'histoire de la dynamique laïque est contradictoire, elle comporte des avancées et des reculs, des conflits et des accommodements, mais aussi des renoncements, voire des trahisons de l'idéal universaliste (la République laïque fut aussi colonialiste).

Dans ce long processus de construction de la laïcité, se distinguent des « seuils de laïcisation ». L'œuvre de stabilisation du pacte concordataire sous le premier Empire peut être qualifiée de premier seuil, le pacte laïque scellé par la séparation de 1905 constitue le second, l'évolution de la laïcité à la fin du 20^e siècle marquerait l'entrée dans un troisième seuil ⁸. Nous voudrions insister sur ce qui, du point de vue historique, nous paraît le plus important pour expliquer les représentations. La laïcité s'est construite contre l'influence de l'Église catholique et dans le combat républicain. La Révolution française entraîne une rupture fondamentale dans l'histoire des relations entre religion et pouvoir politique en les dissociant l'une de l'autre. À telle enseigne qu'une véritable guerre de Cent Ans et plus s'engage en 1791 (condamnation par le pape Pie VI de la « constitution civile du clergé ») entre la France laïque et la France catholique, dont l'institution scolaire constitue un enjeu majeur. Le développement de la scolarisation à chacune de ses étapes ⁹ illustre le conflit entre la liberté de cons-

1. Voir Henri Pena-Ruiz, *Dieu et Marianne, philosophie de la laïcité*, Paris, PUF, 1999, et *Qu'est-ce que la laïcité*, Paris, Gallimard, 2003.

2. Henri Pena-Ruiz, *Dieu et Marianne...*, *op. cit.*, p. 68-69.

3. Henri Pena-Ruiz, *ibid.*

4. Jacques Sutter, *ibid.*, p. 305.

5. Régis Debray, *L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque*, Rapport à M. le Ministre de l'Éducation nationale, février 2002, p. 19.

6. Jean Baubérot, « Laïcité », *Encyclopaedia Universalis*, 1999.

7. Henri Capitant, *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 1936, p. 305.

8. Jean Baubérot, *Vers un nouveau pacte laïque*, Paris, Seuil, 1990.

9. Loi Guizot en 1833, loi Falloux en 1850, lois Ferry en 1881-1882 et Goblet en 1886, loi Debré en 1959.

science, dont la représentation idéale est l'école laïque pour tous, et la liberté de l'enseignement réclamée par le clergé.

La lutte pour l'émancipation laïque vis-à-vis de l'Église catholique est liée au combat républicain et aux valeurs de la gauche. « Consubstantielle et indispensable à la République » selon les mots de Claude Nicolet ¹, la laïcité est inséparable du triptyque fondateur de la Déclaration de 1789 « citoyenneté, volonté générale, égalité ». La loi, qui est l'expression de la souveraineté populaire, délimite les libertés et leur exercice – dont la liberté d'opinion, « même religieuse » – et met fin aux discriminations – dont celles d'origine religieuse : de ce point de vue, la finalité de l'État laïque est d'assurer l'égalité de tous les Français devant la loi ². Même si la République radicale s'est affrontée au mouvement ouvrier, la laïcité n'est pas séparable de la lutte contre les injustices sociales. Pour Jaurès, les deux registres, l'émancipation laïque et la résolution de la « question sociale », ne sont pas dissociables.

Les représentations sociales de la laïcité puisent à la fois aux sources de son idéal et de son développement historique. L'histoire de la laïcité en a fait une valeur de la gauche, associée à l'anticléricalisme, voire à l'hostilité franche à l'égard de la religion. Elle constitue ainsi le pivot des systèmes d'attitudes des militants de gauche, détachés du catholicisme, en particulier chez les enseignants. Ces militants entendent préserver l'école publique de toute influence religieuse, cultivent les valeurs du service public et mettent en avant la primauté du rôle de l'État dans le changement social ³. La laïcité est « un code d'interprétation politique : il s'agit moins d'un corps de doctrine constitué que d'un système d'organisation et de perception du politique, d'un code interprétatif et explicatif d'une vision du monde » ⁴.

LA LAÏCITÉ AUJOURD'HUI

Les conditions historiques ont changé au cours du 20^e siècle. La laïcité idéale « comme référence narrative » n'est pas la laïcité « empirique (concrète) », « réalité mêlée » qu'analysent le sociologue et l'historien ⁵. Peut-on penser que la confrontation avec le catholicisme et l'identification à la gauche ne jouent plus tout à fait le même rôle dans les représentations de la laïcité ?

Le concile Vatican II (1962-1965) symbolise l'évolution interne au catholicisme, conduisant à la reconnaissance par l'Église des droits de l'homme et de la liberté religieuse, sans qu'il y ait pour autant révolution de la doctrine. De profondes transformations affectent le paysage religieux : baisse de l'appartenance déclarée au catholicisme et effondrement de la pratique, différenciation des degrés d'intégration au catho-

1. Claude Nicolet, *La République en France. État des lieux*, Paris, Seuil, 1992, p. 100.

2. Voir l'article « Laïcité », dans Ferdinand Buisson, *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1882-1887, p. 1469-1474.

3. Françoise Subileau, « Les militants socialistes et la laïcité », dans Jean Baudouin, Philippe Portier (dir.), *La laïcité, une valeur d'aujourd'hui. Contestations et renégociations du modèle français*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 171-183 ; et Martine Barthélemy, Françoise Subileau, « Le militantisme laïque. Deux cas d'école », dans Jean-Marie Donegani, Sophie Duchesne, Florence Haegel (dir.), *Aux frontières des attitudes. Entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 69-84.

4. Françoise Subileau, cité, p. 175.

5. Jean Baubérot, *Laïcité 1905-2005, entre passion et raison*, Paris, Seuil, 2004, p. 249.

cisme selon l'âge ¹ et « dérégulation institutionnelle du religieux » ². L'affaiblissement institutionnel de l'Église catholique constituerait un premier facteur de déstabilisation pour la laïcité elle-même, celle-ci ayant perdu son adversaire principal. La présence de plus en plus visible de l'islam dans la société française, les « nouveaux mouvements religieux » et, d'une manière générale, l'affirmation publique des identités religieuses pourraient aussi prendre à contre-pied la laïcité, « condamnée à mener un combat d'arrière-garde, dépossédée de son propre objet de revendication particulièrement caractérisé par le rejet de la transcendance » ³.

La laïcité est par ailleurs mise en cause à travers ses deux grands symboles institutionnels, l'école et l'État nation. Les impasses de la démocratisation de l'enseignement, le renforcement du dualisme et la concurrence des systèmes privé et public ont affaibli l'école laïque, malgré les réactions de ses partisans face au projet de révision de la loi Falloux en 1993-1994 (qui revenait à déplaçonner les subventions allouées à l'enseignement privé). Sous l'effet de la construction européenne ⁴, l'État nation subit un relatif évidement et l'élaboration du projet de traité constitutionnel pour l'Europe a été l'occasion d'une négociation de la laïcité à la française : si la mention de l'héritage chrétien n'a pas été retenue, la place accordée aux religions dans l'identité européenne et aux Églises dans le dialogue civil entaille la tradition républicaine.

Dans ces conditions, quelles sont les valeurs de la laïcité qui prédominent aujourd'hui dans les représentations des Français ? La laïcité reste-t-elle centrale dans l'univers symbolique de la gauche détachée du catholicisme ou bien une laïcité « reconnue » succédant à une laïcité « radicalisée » est-elle devenue, au regard des catholiques eux-mêmes, « un point de convergence et de rassemblement » ⁵ ?

LES DIMENSIONS DE LA LAÏCITÉ

Pour répondre à ces questions et appréhender la laïcité en fonction de son idéal et de son histoire, nous disposons d'une importante série de questions, à partir desquelles nous avons isolé des dimensions de la laïcité en construisant des échelles d'attitude qui en constituent la mesure. Elles représentent notre définition de la laïcité et, pour chacune d'elles, ce sont les individus qui obtiennent les notes les plus élevées que nous qualifions de « laïques ».

L'attachement à la laïcité

Nous avons d'abord construit une mesure globale de l'attachement à la laïcité ⁶. L'échelle d'*attachement à la laïcité* est composée du mot *laïcité* et de plusieurs propositions qui la désignent explicitement. Ceux qui se situent au niveau le plus haut, les plus « laïques », partagent chacune des opinions suivantes : ne pas regarder la laïcité

1. Guy Michelat, « L'univers des croyances », dans Guy Michelat, Julien Potel, Jacques Sutter, *op. cit.*, p. 69-84.

2. Danièle Hervieu-Léger, *La religion en miettes ou la question des sectes*, Paris, Calmann-Lévy, 2001, p. 27.

3. Jacques Sutter, cité, p. 314

4. À côté d'autres facteurs, comme la décentralisation.

5. Voir Émile Poulat, *Liberté laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité*, Paris, Cerf/Cujas, 1987, p. 199-202.

6. Cf. Annexe 1 : Échelles.

comme une *tradition qui doit aujourd'hui chercher à se redéfinir* constitue le degré le plus élevé d'attachement à la laïcité, il concerne 12 % de l'échantillon ; considérer que la laïcité à l'école doit être *renforcée, maintenue ou assouplie* par opposition à *abandonnée* représente à l'inverse le degré le plus fréquent (95 % des personnes interrogées), et par là le plus bas. Entre ces deux extrêmes, trois propositions expriment le refus de juger la laïcité comme un *combat dépassé* (39 %) ou comme *une idéologie qui doit être combattue* (54 %), et le sentiment qu'il serait *très grave* de la *supprimer* (68 %) ; deux autres la désignent comme *valeur fondamentale toujours actuelle* (87 %) ou mot *très* ou *plutôt positif* (89 %). Cette échelle nous paraît essentielle pour distinguer les personnes interrogées en fonction de l'intensité de leur attachement à la laïcité.

La laïcité républicaine : Histoire, État, Démocratie

Une première composante des représentations de la laïcité que nous désignons comme la laïcité républicaine est constituée par les échelles de *laïcité histoire*, de *reconnaissance de l'État* et d'*attachement à la démocratie*. De nature plus consensuelle¹ que l'échelle d'*attachement à la laïcité*, elles sont positivement corrélées entre elles (bien que faiblement) et également positivement corrélées avec l'échelle d'*attachement à laïcité* (surtout les échelles de *laïcité histoire* et d'*attachement à la démocratie*, voir tableau 1).

On a rappelé que l'idéal laïque était issu de la pensée des Lumières et que la laïcité était un produit de la Révolution française et du combat républicain. L'échelle de *laïcité histoire* est formée d'un ensemble de questions qui évoquent l'héritage révolutionnaire et la République. Les mots *République* et *citoyen* sont estimés *très positifs*, ce qui constitue le degré le plus élevé d'adhésion à la *laïcité histoire* (48 % et 53 %). Une série d'éléments sont jugés *très importants* dans l'héritage de la Révolution : *un État laïque indépendant de la religion* (64 %), *la Constitution* (69 %), *l'instruction publique* (80 %), *l'idéal de « liberté, égalité, fraternité »* (81 %), *les droits de l'homme et du citoyen* (86 %), *l'égalité des citoyens devant la loi* (87 %), qui représente le niveau élémentaire d'adhésion.

La laïcité est intrinsèquement liée à la conception républicaine de l'État : celui-ci est le « dépositaire d'un pouvoir exercé à des fins rationnelles pour libérer les hommes de l'oppression »² et pour assurer l'égalité des citoyens devant la loi. La dimension de *reconnaissance de l'État* le définit comme garant de la démocratie, non comme interventionniste. Les personnes interrogées sont *tout à fait d'accord* pour considérer l'État comme *le mieux placé* pour assumer un certain nombre de fonctions : *favoriser l'intégration de tous dans la communauté nationale* représente le degré le plus élevé de reconnaissance de l'État (47 %), *défendre les droits de l'homme*, le degré le plus faible (88 % *tout à fait* et *plutôt d'accord*). Entre ces deux pôles s'échelonnent les autres fonctions : *protéger la libre expression des minorités* (49 %), *assurer la formation des individus par l'instruction publique* (60 %), *assurer l'égalité entre les citoyens* (61 %), *défendre les valeurs républicaines* (66 %).

1. Ainsi, le degré le plus élevé sur le *continuum* d'attitude concerne près de la moitié de la population dans le cas des trois échelles de la laïcité républicaine, 12 % seulement dans le cas de l'*attachement à la laïcité*.

2. Françoise Subileau, cité, p. 173.

La conception politique incarnée par la laïcité ne se limite pas à une conception de l'État républicain, garant de l'égalité des droits. Elle comprend les libertés démocratiques et l'exercice de ces libertés. Nous avons cherché à construire une échelle d'*attachement à la démocratie* à partir d'une série d'items désignant comme des choses qu'il serait *très grave de supprimer* un certain nombre de libertés et d'institutions. Cinq d'entre elles composent l'échelle : les *partis politiques*, qui représentent le degré d'attachement à la démocratie le plus élevé (il concerne 47 % de l'échantillon), les *syndicats* (57 %), l'*Assemblée nationale* (59 %), la *liberté d'association* (71 %) et la *liberté de pratiquer la religion de son choix*, qui constitue le degré d'attachement à la démocratie le plus répandu et le plus faible (78 %).

La séparation entre l'État et les religions : laïcité séparation et anticléricalisme

Nous avons recherché une autre facette des attitudes à l'égard de la laïcité du côté des principes de séparation entre l'État et les religions et de neutralité religieuse de l'État, et de leur application dans la société. Les deux échelles de *laïcité séparation* et d'*anticléricalisme* forment la seconde composante des représentations de la laïcité : elles sont positivement corrélées entre elles (là encore modérément), en revanche, les corrélations avec les dimensions de la laïcité républicaine et avec l'échelle d'*attachement à la laïcité* sont très faibles, voire nulles (tableau 1).

L'échelle de *laïcité séparation* comporte quatre opinions. La séparation renvoie d'abord à l'absence de reconnaissance et de financement des cultes : être *tout à fait défavorable à la participation des collectivités locales au financement des lieux de culte* concerne 28 % de la population interrogée. La neutralité de l'État à l'égard des religions signifie, quant à elle, qu'il ne professe ou ne privilégie aucune religion particulière, voire, dans une acception stricte de la neutralité, que l'assistance de *responsables du gouvernement à des cérémonies religieuses* est tout à fait condamnable : ceci représente le degré le plus élevé de l'adhésion à la *laïcité séparation* (11 %). Les deux autres propositions évoquent des situations réglées par le droit et la pratique, mais qui, dans une acception stricte de la séparation entre l'école et le religieux, apparaissent comme encore remises en cause, sans doute parce qu'elles renvoient à la mémoire de la « guerre scolaire ». *L'organisation de la semaine scolaire avec un temps réservé à l'instruction religieuse* (prévue par la loi de 1882) est jugée *tout à fait condamnable* par 37 % de l'échantillon ; 65 % sont défavorables (*tout à fait* ou *plutôt*) à *la présence d'aumôneries dispensant un enseignement religieux dans les établissements scolaires publics* (présence prévue par la loi de 1905, mais il s'agissait alors principalement d'internats), ce qui correspond au degré le plus faible de l'adhésion à la *laïcité séparation*.

La seconde échelle hiérarchise les opinions sur les prises de position de l'Église catholique et explore dans quelle mesure son intervention publique peut être perçue comme le signe d'une emprise cléricale. Elle fournit une mesure de l'*anticléricalisme*. Son degré le plus élevé concerne près de la moitié de l'échantillon : 44 % jugent que *l'Église catholique va trop loin* quand elle prend position *sur des questions économiques et sociales* (44 %), aussi bien que *culturelles (films, livres, publicité)* (45 %). Le plus faible degré d'anticléricalisme, exprimé par 60 % de la population, concerne les prises de position de l'Église sur *les questions de mœurs (avortement, sexualité, procréation)*.

Tableau 1. Corrélations gamma entre les échelles

	<i>Attachement à la laïcité</i>	<i>Histoire</i>	<i>Démocratie</i>	<i>État</i>	<i>Séparation</i>	<i>Anticléricalisme</i>
Attachement à la laïcité		+.44	+.44	+31	+23	+05
Histoire			+41	+37	+16	+05
Démocratie				+31	+05	-.03
État					+11	+06
Séparation						+32
Anticléricalisme						

LE RÔLE DES FACTEURS SOCIOLOGIQUES DANS L'EXPLICATION DES ATTITUDES LAÏQUES

L'analyse du tableau 2 conduirait à penser que les attitudes favorables à la laïcité sont d'abord une affaire de génération. En effet, on observe que – qu'il s'agisse de l'attachement à la laïcité aussi bien que des échelles mesurant également la laïcité républicaine : *laïcité histoire*, *attachement à la démocratie* et moins nettement *reconnaissance de l'État* – ce sont les plus âgés qui apparaissent comme les plus réceptifs à la laïcité. Mais on note en même temps que plus augmente le niveau d'études, plus la proportion de laïques s'élève. Or, on sait qu'avec l'élévation du niveau d'instruction dans les jeunes générations, les moins de 40 ans sont plus diplômés. Qu'en est-il en réalité de l'effet apparemment contradictoire de ces deux variables ? En fait, les plus âgés continuent de se montrer plus laïques quel que soit leur niveau d'études. Les jeunes peu diplômés s'opposent bien aux diplômés plus âgés, mais à niveau élevé de diplôme (au moins Bac), les scores des 40 ans et plus dépassent toujours ceux des moins de 40 ans sur l'échelle d'*attachement à la laïcité* (19 points) et, avec une ampleur décroissante, de *laïcité histoire* (12 points), d'*attachement à la démocratie* (10 points) et de *reconnaissance de l'État* (7 points).

Tableau 2. Pourcentages de scores élevés à chacune des échelles selon le sexe, l'âge et le niveau d'études *

	<i>Attachement à la laïcité</i>	<i>Laïcité républicaine</i>			<i>Séparation entre l'État et les religions</i>		<i>Intérêt politique</i>	
		<i>Histoire</i>	<i>État</i>	<i>Démocratie</i>	<i>Laïcité séparation</i>	<i>Anticléricalisme</i>		
Ensemble	30	43	29	28	42	49	37	(1524)
Hommes	34	47	32	32	46	49	45	(776)
Femmes	26	39	27	25	37	49	30	(748)
18-24 ans	17	35	20	19	41	54	24	(153)
25-34	22	34	26	27	39	47	31	(286)
35-49	33	43	28	28	42	52	37	(440)
50-64	34	47	35	33	45	50	43	(345)
65 et +	33	53	34	29	40	44	44	(300)
Pas diplôme, CEP	20	42	31	24	38	49	27	(319)
Brevet, BEPC	23	36	27	24	42	47	32	(128)
CAP, BEP	25	39	27	23	49	52	29	(421)
Bac	30	45	26	29	39	49	45	(253)
Bac +2	39	45	31	34	43	49	39	(150)
Bac +3 et sup	48	55	35	42	35	45	60	(245)

*. Les nombres entre parenthèses indiquent les effectifs sur lesquels sont calculés les pourcentages

De même, la proportion des scores élevés sur ces quatre échelles est, sans surprise, maximale chez les enseignants, puis viennent les cadres supérieurs et professions libérales et ensuite, les professions intermédiaires ; employés et ouvriers affichent des scores très inférieurs à ceux de ces trois catégories. Il ne s'agit pas d'un simple écho du rôle joué par le niveau d'études. Chez les plus diplômés, la profession exerce toujours une influence sur le niveau d'adhésion à la laïcité et le même ordre prévaut entre les catégories. *L'attachement à la laïcité* et la laïcité républicaine paraissent bien appartenir de manière privilégiée à l'univers des enseignants, puis des professions supérieures et intermédiaires, par opposition aux catégories populaires.

Il en va différemment des deux autres dimensions : l'une, la *laïcité séparation*, appréhende la laïcité à travers son application concrète dans le domaine scolaire ou public, et l'autre, l'*anticoncléralisme*, touche à l'influence de l'Église catholique dans la société. Elles renvoient directement à l'antagonisme historique entre catholicisme et laïcité et semblent appartenir à un autre univers d'attitudes. En effet, les scores obtenus sur ces deux échelles ne sont clairement liés ni à l'âge ni au niveau d'études, quoique les notes des 40 ans et plus, cette fois à faible niveau d'études constant, soient légèrement plus élevées, sur la dimension d'*anticoncléralisme* surtout. De la même façon, à ce faible niveau d'études, ce sont les professions intermédiaires et les employés qui obtiennent le plus de notes élevées sur l'échelle de *laïcité séparation*, mais ces différences disparaissent à diplôme élevé constant. Quant aux enseignants, alors qu'ils sont les plus laïques sur les quatre premières dimensions, ils affichent les scores les plus bas sur l'échelle d'*anticoncléralisme*.

Pourraient ainsi s'opposer deux versants des représentations de la laïcité, l'un plus « intellectualisé » (*Attachement à la laïcité, histoire, État, démocratie*) et l'autre plus « affectif » (*laïcité séparation* et *anticoncléralisme*).

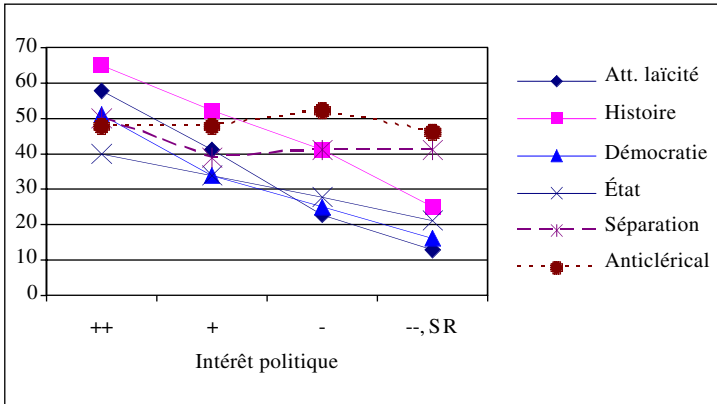
Quant au genre, il amène peu de variations. Les hommes apparaissent comme légèrement plus laïques que les femmes pour toutes les dimensions, sauf pour l'*anticoncléralisme*, mais dans un certain nombre de cas, comme chez les plus âgés les plus diplômés, cette différence s'accroît.

LA LAÏCITÉ, UN ÉLÉMENT DU SYSTÈME POLITIQUE

Nous avons fait l'hypothèse que la laïcité, compte tenu de son histoire, était un élément fondamental du système politique et que les attitudes qui sous-tendent les représentations des Français à son égard seraient liées au degré d'intégration au système politique.

On peut considérer que le degré d'intérêt pour la politique en constitue un indicateur. On constate alors que, selon l'intensité de ses variations, on retrouve les différences entre nos deux types de dimensions de la laïcité. *L'attachement à la laïcité* et l'adhésion à la laïcité républicaine (*laïcité histoire, attachement à la démocratie* et dans une moindre mesure *reconnaissance de l'État*) augmentent régulièrement avec le degré d'intérêt politique. Au contraire, les deux échelles qui relèvent de la séparation entre l'État et les religions (*laïcité séparation* et *anticoncléralisme*) dépendent peu de l'intérêt politique (figure 1).

Figure 1. Échelles selon l'intérêt pour la politique



Or, l'intégration au système politique est liée aux mêmes facteurs sociologiques que l'attachement à la laïcité (âge, niveau d'études, profession, genre) ¹. Il convient donc d'analyser dans quelle mesure les effets des variables sociologiques et celui de l'intérêt pour la politique sont indépendants ou se cumulent pour favoriser un degré élevé d'attachement ou de valorisation positive de la laïcité.

On vérifie que l'intérêt politique ajoute sa part à l'appréciation positive de la laïcité indépendamment du jeu des variables sociologiques. Dans la plupart des cas, il a sa propre influence, sans effacer les différences dues à l'âge, au niveau d'études, à la profession ou au genre. Ainsi, quel que soit leur intérêt pour la politique, les diplômés les plus âgés demeurent les plus attachés à la laïcité, à l'opposé des jeunes peu diplômés qui le sont le moins. Et corrélativement, à âge et diplôme constants, les plus politisés sont toujours les plus laïques. Mais l'effet compensateur de l'intérêt politique fait que les jeunes peu diplômés politisés atteignent le même score que les diplômés âgés qui ne s'intéressent pas à la politique. Il en est de même pour les autres mesures de la laïcité républicaine, en particulier la *laïcité histoire*.

L'intérêt pour la politique ne parvient pas non plus à effacer les différences liées aux milieux professionnels, tout en manifestant son influence. C'est ainsi que, intéressés ou non par la politique, les employés et les ouvriers restent toujours moins attachés à la laïcité. Mais s'ils sont politisés, ils rejoignent les scores des enseignants ne s'intéressant pas à la politique. Les phénomènes sont de même nature pour les autres échelles de la laïcité républicaine.

Enfin, quand l'intérêt politique est élevé, les femmes sont tout autant laïques que les hommes, sauf pour l'*attachement à la démocratie*. Mais quel que soit le genre, les politisés sont toujours plus laïques sur toutes les dimensions de la laïcité. Les femmes

1. Ainsi, le degré d'intérêt pour la politique s'élève régulièrement avec l'âge (jusqu'aux 50-64 ans) et le niveau d'études, et les moins de 40 ans peu diplômés (inférieur au Bac) s'opposent nettement aux 40 ans et plus qui sont les plus diplômés (au moins Bac). Les cadres supérieurs et professions libérales d'un côté, les enseignants, de l'autre, comptent parmi les plus intéressés par la politique, les employés et ouvriers, le moins. Enfin, les hommes tendent à se montrer plus politisés que les femmes, surtout parmi les diplômés de plus de 40 ans.

ne le sont moins, en particulier pour l'*attachement à la laïcité* et la *laïcité histoire*, que lorsqu'elles ne s'intéressent pas à la politique.

L'ensemble de ces résultats confirme que la laïcité demeure un élément fondamental du système politique, si on accepte l'idée que plus on y est intégré, plus on s'intéresse à la politique.

CATHOLICISME ET LAÏCITÉ : LE RÔLE DE LA VARIABLE RELIGIEUSE

INTÉGRATION AU CATHOLICISME ET CROYANCES RELIGIEUSES

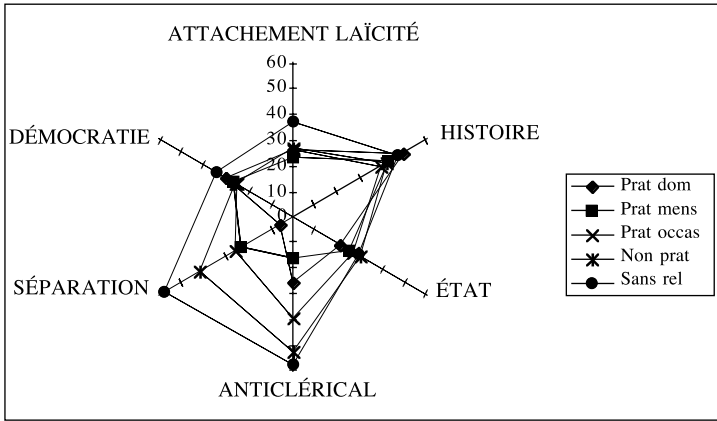
Étant donné que la laïcité s'est construite en réaction au pouvoir de l'Église catholique, il importe à présent d'évaluer dans quelle mesure les facteurs religieux continuent aujourd'hui d'exercer une influence sur la façon d'y adhérer ou non.

En termes de degré d'intégration au catholicisme, les sans religion sont un peu plus laïques que l'ensemble des catholiques, quel que soit leur degré de pratique religieuse. Cela est vrai de l'*attachement à la laïcité* (37 %, contre 25 % des pratiquants réguliers) plus que de la *reconnaissance de l'État* (29 %, contre 23 %) et de l'*attachement à la démocratie* (34 %, contre 29 %). Quant à la *laïcité histoire* (47 %, contre 47 %), elle constitue, parmi les dimensions qui relèvent de ce que nous appelons la laïcité républicaine, le noyau des attitudes consensuelles. Nous verrons que, dans certains cas, ces différences peuvent se révéler nettement plus importantes.

En revanche, sur les deux échelles qui relèvent directement de la séparation entre l'État et les religions et supposent une méfiance, voire une hostilité envers la religion et l'Église catholique, on observe une progression régulière des scores quand augmente le détachement vis-à-vis du catholicisme. Ainsi, les pourcentages d'adhésion à la *laïcité séparation* passent de 6 % parmi les catholiques pratiquants dominicaux à 58 % chez les sans religion. Les variations de l'*anticléricalisme* sont un peu moins importantes : de 25 % à 57 % ; ici, c'est moins la religion que l'Église qui est visée et la différence se manifeste surtout entre les pratiquants et les autres, non pratiquants et sans religion (figure 2).

Mais s'agit-il uniquement de la fréquence de l'assistance à la messe, considérée comme un bon indicateur du degré d'intégration au catholicisme, ou bien, également, des croyances religieuses elles-mêmes ? Dans quelle mesure l'athéisme facilite-t-il les attitudes laïques ?

Figure 2. Profils selon l'intégration au catholicisme *



*. La légende à droite indique les sous-populations pour lesquelles on a calculé l'importance de chacune des dimensions de la laïcité. Chacune de celles-ci est figurée par un segment de droite partant du centre du graphique, on a situé dessus un point (ou autre symbole) dont la distance avec le centre exprime la proportion de la sous-population concernée ayant des notes hautes sur chacune des échelles. Les droites joignant les différents points présentent le profil caractéristique de cette sous-population. Ainsi, par exemple, les sans religion sont 37 % à avoir des notes élevées pour l'échelle *Attachement à la laïcité*, 47 % pour *Histoire*, 29 % pour *État*, 57 % pour *Anticléricalisme*, 58 % pour *Séparation* et 34 % pour *Démocratie*. Les proportions correspondantes pour les catholiques pratiquants dominicaux sont : 26 %, 49 %, 21 %, 25 %, 6 %, 30 %.

On sait en effet que la laïcité a partie liée avec une vision du monde « hors référence à une transcendance », fondée sur l'autonomie de la raison. L'analyse secondaire d'une enquête précédente ¹ illustre la liaison antagonique entre la laïcité et les diverses formes de croyances. Ainsi, les plus « laïques » (il s'agit ici des interviewés *tout à fait d'accord* avec l'idée que « seule la laïcité, en France, permet à des gens de convictions différentes de vivre ensemble ») se rencontrent surtout parmi les Français qui se sentent bien définis par les mots *athée* (47 %), *agnostique* et *rationaliste* (57 %) ou, à l'inverse, mal définis par les mots *croyant*, *chrétien* et *catholique* (36 à 38 %) ; ils sont également plus nombreux chez ceux qui pensent que *la science contribue au progrès de l'humanité* ou qu'*un jour toutes les religions disparaîtront*, plutôt que le contraire.

De même, sont plus laïques ceux pour lesquels Dieu évoque *une idée créée par l'homme* (35 %) ou pour qui *cette question n'a aucun sens* (36 %), alors que les enquêtés pour lesquels Dieu évoque *quelque chose ou quelqu'un qui donne sens à la vie* (20 %) ou qui est *supérieur à l'homme* (25 %) sont moins favorables à la laïcité. De plus, moins on est croyant, plus on approuve la laïcité, et ceci se vérifie quelles que soient les croyances, religieuses, magico-catholiques ou parallèles. Au total, la plus forte adhésion à la laïcité est observée chez les interviewés détachés de toute religion et qui, de plus, n'ont pas de croyances parallèles (49 % contre 15 %).

1. Enquête par sondage réalisée par l'institut CSA, du 17 au 21 janvier 1994, pour *Le Monde*, *La Vie*, *l'Actualité religieuse dans le monde* et le Forum des Communautés chrétiennes, auprès d'un échantillon de 1 014 personnes de 18 ans et plus. Cf. Guy Michelat, Julien Potel, Jacques Sutter, *op. cit.*

Pour analyser, dans notre enquête, la relation entre croyances, athéisme et laïcité, on a construit un indicateur d'« athéisme objectif », qui combine le fait de se déclarer sans religion et de considérer que l'existence de Dieu est exclue (ou improbable) et qu'il n'y a rien après la mort. Par ailleurs, l'estimation positive ou négative du mot *athéisme* peut constituer un indicateur d'« athéisme subjectif ».

En utilisant ces deux indicateurs ¹, on observe que l'athéisme facilite bien les attitudes laïques : l'*attachement à la laïcité* d'abord et, au sein de la laïcité républicaine, surtout l'*attachement à la démocratie*. Les scores de ceux-ci s'élèvent quand augmente l'*athéisme objectif* : pour le premier, de 27 % quand il n'y a aucun attribut d'athéisme à 43 % quand il y en a trois, pour le second de 25 % à 40 %. De même, les degrés d'*attachement à la laïcité* et à *la démocratie* augmentent quand on passe de ceux qui estiment très négatif le mot *athéisme* (21 % et 18 %) à ceux qui le jugent très positif : 42 % et 40 % (*athéisme subjectif*). Ces deux types d'athéisme ont l'un et l'autre une influence qui aboutit à un renforcement de l'adhésion à la laïcité : ainsi, ceux qui sont à la fois les plus « athées objectifs » et les plus « athées subjectifs » sont les plus favorables à la laïcité (53 %) et à la démocratie (46 %), alors que les moins « athées » sur les deux indicateurs ne sont que 20 % et 24 %. Les scores sur les échelles de *laïcité histoire* et de *reconnaissance de l'État* progressent de la même façon quand augmente l'*athéisme*, mais dans une moindre mesure.

Cependant, de toutes les dimensions de la laïcité, la *laïcité séparation* (rappelons qu'elle affirme que toute présence religieuse doit rester étrangère à l'État et au système scolaire) est la plus fortement liée à l'*athéisme* tant *objectif* que *subjectif*. Ainsi, la proportion des plus « séparatistes » augmente de 25 % à 69 % quand on passe des moins « athées », à la fois « objectifs » et « subjectifs », aux plus « athées » sur les deux indicateurs. La progression des scores élevés sur l'échelle d'*anticléricalisme* est un peu moindre, mais reste très importante, de 39 % chez les moins « athées » à 67 % chez les plus « athées » (tableau 3).

Tableau 3. Pourcentages de scores élevés à chacune des échelles selon l'athéisme subjectif et objectif

	<i>Attachement à la laïcité</i>	<i>Laïcité républicaine</i>			<i>Séparation entre l'État et les religions</i>		
		<i>Histoire</i>	<i>État</i>	<i>Démocratie</i>	<i>Laïcité séparation</i>	<i>Anti-cléricalisme</i>	
Pas du tout athée	20	41	26	24	25	39	(302)
Athée subjectif seulement	32	44	32	25	35	49	(268)
Athée subjectif et objectif	53	56	36	46	69	67	(173)

DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES DE LA RELIGION

Indépendamment du degré de pratique religieuse et des croyances religieuses, le degré d'adhésion à la laïcité dépend-il des différentes conceptions de la religion ? Pour répondre à cette question, nous avons construit un nouvel indicateur combinant juge-

1. On a vérifié que athéisme objectif et athéisme subjectif d'une part sont liés, d'autre part diminuent l'un et l'autre quand augmente le degré d'intégration au catholicisme.

ment sur le mot *religion*, appréciation à la fois sur la relativité des religions et sur la relation religion-morale ¹.

Les catholiques pratiquants dominicains se caractérisent (38 %, contre 12 % des sans religion) par une appréciation positive de la religion en refusant l'idée que toutes les religions puissent se valoir, mais en admettant qu'elles ne sont pas nécessaires pour avoir une morale. À l'opposé, la conception des sans religion allie une vision négative de la religion, l'idée que toutes les religions se valent et que la morale ne dépend pas d'elles (32 %, contre 2 % des catholiques les plus intégrés).

On observe qu'une conception « ouverte » de la religion favorise les attitudes laïques : quel que soit le jugement à l'égard de la religion (mot *religion* positif ou négatif), le degré d'*attachement à la laïcité* est d'autant plus élevé que la religion est perçue comme non nécessaire pour avoir une morale et que toutes les religions sont considérées comme égales. Toutefois, un jugement négatif sur la religion (mot *religion* négatif) accroît encore l'*attachement à la laïcité*.

Cette conception ouverte de la religion, quel que soit le jugement porté sur le mot *religion*, facilite également la laïcité républicaine (*attachement à la démocratie, laïcité histoire et reconnaissance de l'État*). Ici, l'attitude négative à l'égard de la religion n'élève pas l'adhésion à la laïcité.

À l'inverse, si l'adhésion à la *laïcité séparation* et à l'*anticléricisme* progresse de la même façon avec une conception ouverte de la religion, les scores observés sur ces deux dimensions s'élèvent fortement lorsque l'appréciation de la religion est négative. Quand c'est le cas, la part des « séparatistes » et des « anticléricaux » s'accroît aussi chez ceux qui refusent l'idée de l'égalité des religions, qu'ils jugent ou non la religion comme nécessaire pour avoir une morale. La *laïcité séparation* et l'*anticléricisme* sont donc bien les dimensions les plus significatives d'une attitude antireligieuse.

UNE ILLUSTRATION DE L'EFFET RELIGIEUX : UNE TYPOLOGIE DES DIMENSIONS DE LA LAÏCITÉ

Qu'il s'agisse du degré d'intégration au catholicisme, de croyances ou de conceptions de la religion, le rôle joué par la variable religieuse dans la structuration des attitudes à l'égard de la laïcité est variable selon les dimensions, ce qui confirme la distinction des deux facettes de représentations, la laïcité républicaine (*histoire, démocratie, État*) et la séparation entre État et religions (*laïcité séparation, anticléricisme*). On sait que ces deux types de dimensions se différencient également selon leur corrélation plus ou moins forte avec l'échelle d'*attachement à la laïcité*. Deux questions se posent alors : la laïcité républicaine constitue-t-elle bien le patrimoine commun de ceux qui sont attachés à la laïcité ? Les dimensions de *laïcité séparation* et d'*anticléricisme* sont-elles plus antireligieuses que laïques ?

On observe que, quel que soit le degré d'intégration religieuse, l'adhésion aux diverses formes de laïcité républicaine augmente très fortement quand on passe des moins attachés à la laïcité (les *non-laïques*) à ceux qui le sont le plus (les *laïques*) ². Par exemple, la *laïcité histoire* passe de 25 % à 64 % chez les irréguliers, de 34 % à

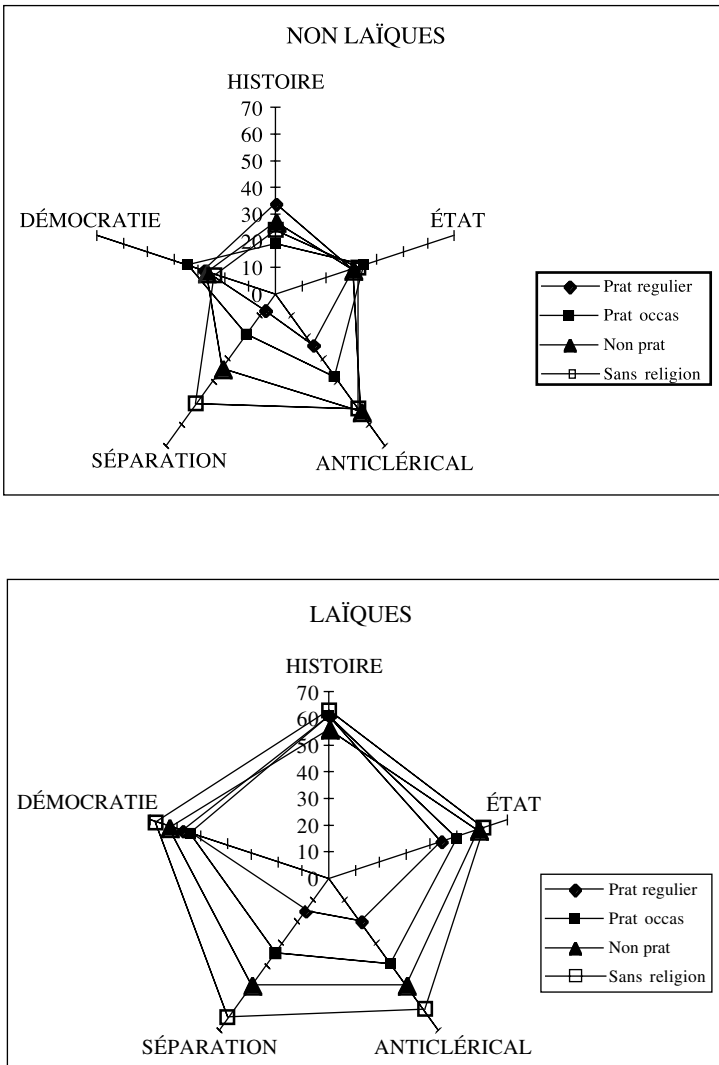
1. Mot *religion* positif ou négatif, *toutes les religions se valent, il n'est pas nécessaire d'avoir une religion pour bien se conduire*.

2. On a ici dichotomisé chacune des échelles. Sur l'échelle d'*attachement à la laïcité*, on distingue *non-laïques* (scores faibles) et *laïques* (scores élevés).

61 % chez les pratiquants réguliers. La progression est analogue pour la *reconnaissance de l'État* (respectivement 33 % à 61 % et 30 % à 44 %) et l'*attachement à la démocratie* (respectivement 25 % à 68 % et 28 % à 58 %). C'est-à-dire qu'au niveau des attitudes, les différentes dimensions de laïcité républicaine semblent former un ensemble cohérent avec l'*attachement à la laïcité*, aussi bien pour les plus que pour les moins intégrés religieusement (figure 3).

À l'inverse, la *laïcité séparation* dépend peu de l'*attachement à la laïcité*, mais énormément du degré d'intégration religieuse : chez les pratiquants réguliers, elle varie de 8 % à 15 % et de 51 % à 64 % chez les sans religion. Les variations sont analogues pour l'*anticléricalisme*. C'est le détachement religieux qui détermine l'adhésion à ces deux formes de la séparation entre l'État et les religions, aussi bien chez les *non-laïques* que chez les *laïques*.

Figure 3. Profils selon l'intégration au catholicisme et l'attachement à la laïcité



Nous avons donc vérifié ¹ que les trois mesures de la laïcité républicaine (*histoire, État, démocratie*), auxquelles s’ajoute l’*attachement à la laïcité*, constituaient bien une seule dimension et qu’il en était de même pour les deux mesures de la séparation entre État et religions (*laïcité séparation, anticléricalisme*). Ensuite, pour construire une typologie combinant ces deux facettes de la laïcité, *laïcité républicaine* et *laïcité séparatiste*, nous avons dichotomisé chacune de nos deux dimensions (en individus supérieurs ou inférieurs à un seuil ²) ; nous obtenons donc ainsi quatre types selon la façon de se situer par rapport à la laïcité :

- A. Ni laïques républicains ni laïques séparatistes
- B. Non-laïques républicains mais laïques séparatistes
- C. Laïques républicains mais non-laïques séparatistes
- D. À la fois laïques républicains et laïques séparatistes

	Laïcité séparatiste –	Laïcité séparatiste +	
Laïcité républicaine _	A : 9 %	B : 26 %	35 %
Laïcité républicaine +	C : 13 %	D : 52 %	65 %
	22 %	78 %	

On peut maintenant affiner notre analyse et faire la part de l’influence du facteur religieux sur nos différents types de laïcité.

La *laïcité séparatiste* est d’autant plus fréquente que diminue l’intégration religieuse, quel que soit le niveau de la *laïcité républicaine*. Cela est plus net parmi les *laïques républicains* que parmi les *non-laïques républicains* (tableau 4). Au total, 40 % des catholiques les plus pratiquants, contre seulement 6 % des sans religion, sont des *laïques républicains non séparatistes*. Alors que 63 % des irréguliers sont des *laïques républicains séparatistes*, contre 22 % des catholiques pratiquants dominicaux. Enfin, 26 % des plus pratiquants ne sont aucunement laïques (ni *républicains*, ni *séparatistes*), contre seulement 3 % des sans religion.

Tableau 4. Typologie laïcité républicaine-laïcité séparatiste selon l’intégration religieuse

Type	Laïcité républicaine	Laïcité séparatiste	Pratique religieuse				
			Prat. Dom	Prat. mens	Prat. occ.	Non prat.	Sans rel.
A	Non républicain	Non séparatiste	26	14	17	8	3
B		Séparatiste	11	20	20	30	27
C	Républicain	Non séparatiste	40	27	18	10	6
D		Séparatiste	22	39	46	53	63
			(89)	(44)	(215)	(611)	(433)

1. En utilisant là aussi une technique de construction d’échelles. Les coefficients d’homogénéité de Lœvinger sont satisfaisants et permettent de conclure à l’unidimensionnalité de ces deux axes.

2. Les instruments de mesure auxquels nous sommes parvenus ne nous ont pas permis de constituer deux groupes égaux, ce qui explique les différences d’effectifs des quatre groupes. Les proportions respectives de ces groupes n’ont donc aucune signification. Comme ce que nous essayons de déterminer, ce sont les variations des effectifs de ces groupes selon certaines variables, leur importance dans l’ensemble de la population nous paraît secondaire.

Quel que soit le degré d'intégration au catholicisme, l'athéisme renforce la *laïcité séparatiste* et cela aussi bien chez les *laïques républicains* que chez les autres. Ainsi, 36 % des sans religion se rangent parmi les *laïques républicains séparatistes* quand ils n'ont aucune croyance religieuse, contre seulement 12 % quand ils en ont (Dieu et au-delà). En revanche, 35 % des catholiques pratiquants réguliers se classent parmi les « croyants » *laïques républicains* mais *non séparatistes*, contre seulement 2 % des sans religion.

LA VARIABLE RELIGIEUSE MODULÉE PAR LES FACTEURS SOCIOLOGIQUES

L'effet persistant de la génération

On a vu que les jeunes étaient moins laïques, bien que plus instruits. Par ailleurs, on a vérifié que l'intégration au catholicisme augmentait avec l'âge, de même que la croyance en l'existence de Dieu ; en revanche, l'*athéisme objectif*, tel que nous le mesurons, diminue. Comment s'exerce alors l'influence de la variable religieuse lorsque l'on contrôle les effets de l'âge et du niveau d'études ?

L'irréligion ne favorise vraiment les attitudes laïques que chez les plus âgés. Ainsi, l'adhésion à la laïcité ne dépend du niveau de pratique religieuse que parmi les 40 ans et plus. Chez eux, 49 % des sans religion, contre 25 % des catholiques pratiquants, obtiennent des scores élevés d'*attachement à la laïcité* ; 57 %, contre 43 %, de *laïcité histoire* ; 40 %, contre 26 %, d'*attachement à la démocratie*.

Sur ces trois dimensions, mais surtout sur l'*attachement à la laïcité*, le détachement religieux augmente d'autant plus la part des laïques que les enquêtés sont plus âgés et leur niveau d'études élevé. Quant à l'athéisme, ses deux formes *objective* et *subjective* consolident leur rôle dans l'adhésion à la laïcité quelles que soient les générations. Mais c'est, ici encore, d'autant plus net que le niveau d'études est élevé et que l'on est plus âgé¹. Les variables sociologiques qui influent sur les attitudes laïques renforcent l'effet du détachement religieux.

On se trouve bien là devant une différence de génération : ce qui semble faire moins sens chez les jeunes, c'est la laïcité « traditionnelle » liée à l'irréligion² et partie prenante du système politique. Elle appartiendrait pour eux à un passé plus ou moins révolu. On vérifie ainsi que, même parmi les sans religion diplômés qui sont intéressés par la politique, les jeunes demeurent moins attachés à la laïcité que les plus âgés : 56 % contre 76 % (tableau 5).

1. Il en va de même dans l'enquête précitée de 1994. L'absence de croyances (religieuses, magico-catholiques et parallèles) favorise l'adhésion à la laïcité quel que soit l'âge ; cela est plus net chez les 50 ans et plus.

2. Se dire sans religion n'a plus exactement le même sens selon les générations. Alors que, pour les plus anciennes, il suppose plus ou moins une forme d'athéisme, pour les plus jeunes, il signifie une absence d'affiliation religieuse qui peut s'accompagner de croyances, en particulier dans l'existence d'un au-delà (cf. Guy Michelat, « Pratiques et croyances religieuses : détachements et hétérodoxies », dans Yves Lambert, Guy Michelat (dir.), *Crépuscule des religions chez les jeunes. Jeunes et religions en France*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 43-63).

Tableau 5. Attachement à la laïcité (scores élevés) selon la pratique religieuse, l'intérêt pour la politique, l'âge et le niveau d'études

	Intérêt politique	Peu diplômés		d *	Diplômés		d *
		moins de 40 ans	40 ans et plus		moins de 40 ans	40 ans et plus	
Catholiques Praticants	+	33 (9)	26 (50)	- 7	34 (32)	42 (59)	- 8
	-	14 (21)	16 (107)	- 2	26 (27)	23 (43)	+ 3
Catholiques non pratiquants	+	40 (20)	38 (90)	+ 2	43 (30)	52 (56)	- 9
	-	9 (86)	19 (206)	- 10	13 (68)	44 (55)	- 31
Sans religion	+	29 (14)	66 (47)	- 37	56 (52)	76 (54)	- 20
	-	13 (88)	19 (70)	- 6	24 (76)	47 (32)	- 23

*. d = différence entre les moins et les plus de 40 ans.

Sur les dimensions directement liées à la séparation entre État et religions, en revanche, le degré d'intégration au catholicisme joue un rôle presque aussi important dans les jeunes générations que les plus âgées, en particulier sur l'adhésion à la *laïcité séparation*. C'est parmi les plus âgés qui sont, cette fois, le moins diplômés que l'irrégion renforce le plus la *laïcité séparation* et l'*anticoncléralisme*. De même, l'athéisme favorise ces attitudes quel que soit l'âge, mais plus fortement encore parmi les plus âgés.

Ainsi, parmi ces derniers, 23 % des « non-athées objectifs et subjectifs » contre 74 % des « plus athées objectifs et subjectifs » affichent des scores élevés sur l'échelle de *laïcité séparation*, et chez les plus jeunes, respectivement 30 % contre 62 %. Et cela se vérifie d'autant plus que l'on est moins diplômé.

La prise en compte de l'âge et du niveau d'études dans l'analyse de nos types de laïcité confirme le rôle de la génération et permet de souligner l'ambivalence de la *laïcité séparatiste*. On a vu que le détachement religieux renforçait la proportion des *séparatistes* aussi bien chez les *non-laïques républicains* que chez les *laïques républicains*. En fait, chez ces derniers seulement, il en va d'autant plus ainsi que l'on est plus âgé et diplômé : 78 % de *laïques républicains séparatistes* parmi les sans religion de plus de 40 ans diplômés, alors qu'ils ne sont que 23 % chez les catholiques pratiquants non diplômés les plus jeunes. Chez les *non-laïques républicains* à l'inverse, même si cela est moins net, le détachement religieux renforce les *séparatistes*, surtout chez les jeunes, et d'autant plus qu'ils sont peu diplômés. On compte ainsi 44 % de *non-laïques républicains séparatistes* parmi les sans religion de moins de 40 ans peu diplômés, mais ils ne sont que 10 % parmi les pratiquants de plus de 40 ans diplômés.

La différence de genre en voie de disparition ?

On observe pour toutes les dimensions de la laïcité, sauf l'*anticoncléralisme*, que les femmes restent moins laïques que les hommes, quel que soit le niveau d'intégration au catholicisme. L'irrégion renforce davantage l'adhésion à la laïcité des hommes que des femmes, d'autant plus que les enquêtés sont sociologiquement plus enclins à y adhérer (âgés et diplômés). De la même façon, l'athéisme accroît davantage l'*attachement à la laïcité* des hommes que des femmes : parmi les athées, 50 % des hommes sont attachés à la laïcité, contre seulement 34 % des femmes.

En fait, pour que les femmes soient aussi laïques que les hommes, elles doivent être à la fois totalement détachées du catholicisme et intéressées par la politique (bien intégrées au système politique). D'une autre façon, si l'athéisme favorise l'*attachement à la laïcité* quel que soit l'intérêt politique, quand il se combine à celui-ci, il n'y a plus de différence dans le degré d'*attachement à la laïcité* entre hommes et femmes.

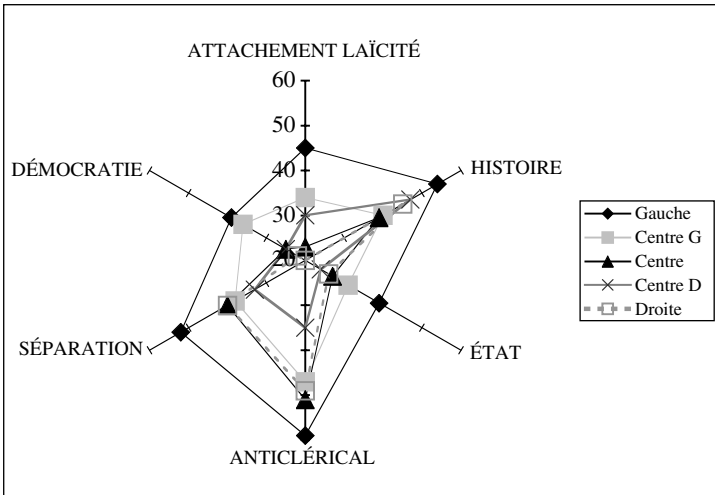
L'EXPLICATION POLITIQUE : LA LAÏCITÉ EST-ELLE DE GAUCHE ?

LA LAÏCITÉ DE GAUCHE, MAIS...

La laïcité s'est inscrite historiquement dans le combat républicain. Le mythe laïque s'est longtemps incarné, à des degrés divers selon les époques, dans les différents courants de la gauche ; de même, l'anticléricalisme, convaincu de l'antinomie entre le cléricalisme catholique et la société moderne, a-t-il « naturellement » incliné vers la gauche ¹. Cela dit, l'anticléricalisme recouvre une pluralité de formes idéologiques et n'est pas totalement étranger à la droite. Celui des Lumières et de l'esprit voltairien a accompagné au 19^e siècle le glissement de la tradition libérale de gauche à droite. Toute autre est la figure incarnée à certaines périodes de l'histoire par l'extrême droite, sous couvert d'une « intransigeance patriotique » ². On peut donc faire une double hypothèse : au niveau des attitudes, il existe toujours un lien privilégié entre degré élevé d'adhésion à la laïcité et position à gauche, mais l'une ou l'autre des dimensions de la laïcité pourrait se trouver liée aussi à la position à droite. Pour mesurer la position politique, nous utiliserons la façon dont les enquêtés se situent eux-mêmes sur un axe allant de la gauche à la droite ³.

Quelles que soient les dimensions de la laïcité, les scores de chacune des échelles sont toujours plus élevés à gauche qu'à droite (figure 4). Cependant, les variations avec l'autoposition sont différentes selon les échelles et ne se réduisent pas toujours à une progression régulière quand on passe de la droite à la gauche.

Figure 4. Profils selon l'autoposition



1. René Rémond, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 2^e éd., 1999.

2. René Rémond, *ibid.*, p. 43.

3. « On classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre qui va de la gauche à la droite. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle : »

GAUCHE 1 2 3 4 5 6 7 DROITE

C'est à partir de ces sept positions qu'est déterminée l'autoposition : gauche (1 et 2), centre gauche (3), centre (4), centre droit (5), droite (6 et 7).

L'*attachement à la laïcité* est la dimension la plus étroitement liée à la gauche : il est deux fois plus fort parmi les Français de gauche (45 %) que de droite (20 %) et d'autant plus que l'on est plus à gauche. Toutefois, la proportion des scores élevés sur l'échelle, faible au centre et à droite, remonte sensiblement au centre droit (30 %). L'*attachement à la démocratie* et, dans une moindre mesure, la *reconnaissance de l'État* semblent dépendre plus simplement de l'autoposition : ce sont les deux seules dimensions de la laïcité dont les scores s'élèvent régulièrement quand on passe des enquêtés les plus à droite à ceux qui se situent le plus à gauche (respectivement de 22 % à 39 % et de 26 % à 39 %). Quant à la *laïcité histoire*, qui apparaissait comme la plus consensuelle des dimensions de la laïcité, elle est seulement un peu plus élevée à gauche (54 %) qu'à droite (45 %) et au centre droit (47 %), mais en revanche, elle est plus rare au centre et au centre gauche.

L'adhésion à la séparation entre État et religions (*laïcité séparation* et *anticléricisme*) est plus élevée aux deux extrémités de l'axe gauche-droite et, dans une moindre mesure, au centre. Des deux dimensions, c'est l'*anticléricisme* qui varie le plus nettement avec la position politique : le pourcentage des « anticléricaux » diminue quand on passe de la gauche (59 %) au centre droit (35 %) mais remonte à droite (49 %). Cette spécificité du centre droit par rapport à la droite, aussi bien pour l'*attachement à la laïcité* que pour l'*anticléricisme*, pourrait s'expliquer par une présence plus importante du courant démocrate chrétien¹. Celui-ci incarnerait aujourd'hui le versant modéré de l'idéologie républicaine non anticléricale, les interviewés se situant le plus à droite exprimant à l'inverse des convictions plus anticléricales que républicaines. Ceux qui se situent le plus à gauche seraient les plus représentatifs de l'idéologie républicaine à la fois laïque et anticléricale.

En reprenant nos types de laïcité, on vérifie que la *laïcité séparatiste*, quand elle est associée à la *laïcité républicaine* semble caractéristique de la gauche. Ainsi, les plus laïques, *laïques* à la fois *républicains* et *séparatistes*, sont encore plus fréquents à gauche (68 %) qu'au centre gauche (53 %), par opposition à tous les autres (centre ou droite : près de 48 %). À l'inverse, la proportion des *non-laïques républicains* mais *séparatistes* est un peu plus forte au centre (32 %) et à droite (27 %) qu'à gauche (20 %). Enfin, celle des *laïques républicains non séparatistes* s'élève de la gauche au centre droit (8 % à 20 %), mais faiblit à droite (14 %).

LAÏCITÉ ET SYMPATHIES PARTISANES

On vient de voir que les attitudes laïques étaient les plus répandues à gauche, mais que, selon les dimensions envisagées, la laïcité suscitait des clivages – par exemple entre centre droit et droite ou entre centre gauche et gauche – et, au contraire, de relatifs rapprochements (entre gauche et droite notamment). La prise en compte de la proximité partisane permet de préciser le rôle joué par la variable politique et d'illustrer d'une autre façon la nature de nos différentes dimensions de la laïcité (tableau 6).

Si on essaie de caractériser ce qui différencie les sympathisants des divers partis, on vérifie d'abord que, sur la plupart des dimensions de la laïcité, ceux de gauche apparaissent plus comme laïques que ceux de droite. Mais il existe des différences

1. La proportion des proches de l'UDF est plus importante au centre droit qu'à droite (où les sympathisants du FN sont plus nombreux). De même, les catholiques, pratiquants ou non, sont légèrement plus nombreux au centre droit.

significatives à l'intérieur même de ces deux grands groupes et, à l'inverse, des rapprochements entre les partis des deux camps.

Tableau 6. Scores élevés sur les échelles selon la proximité partisane

	LO	LCR	PC	PS	Verts	UDF	UMP	FN + MNR	Aucun
Attach. à laïcité	16	50	45	36	36	47	26	21	24
Histoire	39	40	57	46	40	51	50	26	39
Démocratie	16	55	45	35	35	28	26	7	25
État	29	35	35	37	25	35	30	20	27
Séparation	52	50	57	42	48	33	32	54	46
Anticléricalisme	36	60	57	53	51	40	37	61	54
	(31)	(20)	(69)	(366)	(107)	(83)	(248)	(61)	(340)

À gauche, les plus laïques sont les sympathisants communistes et ceux de la LCR, similaires sur la plupart des dimensions, sauf pour la *laïcité histoire* plébiscitée par les proches du PC, et l'*attachement à la démocratie* plus fréquent chez ceux de la LCR. Les sympathisants du PS comme des Verts apparaissent au contraire en retrait, les Verts se distinguant des socialistes par une adhésion moins franche à la dimension de l'*État*. À gauche, les proches de LO sont les moins laïques sur toutes les dimensions, à l'exception de la *laïcité séparation*.

À droite, les profils des sympathisants UMP et UDF sont analogues, sauf que ces derniers sont beaucoup plus attachés à la laïcité : 47 % contre 26 %.

D'une autre façon, si l'on compare gauche et droite, les sympathisants de l'UDF apparaissent plus attachés à la laïcité que ceux du PS (47 % contre 36 %) et très semblables aux proches du PC sur la *laïcité histoire* (51 % et 57 %) ; en revanche, sympathisants socialistes et communistes adhèrent davantage que ceux de l'UDF et de l'UMP à la *démocratie* et surtout à la *laïcité séparation* et à l'*anticléricalisme*.

Quant aux proches de l'extrême droite, ils sont les moins laïques de tous les groupes de sympathisants de droite ou de gauche (21 % sur l'*attachement à la laïcité*), sauf en ce qui concerne la *laïcité séparation* (54 %) et l'*anticléricalisme* (61 %), où ils rejoignent même les sympathisants du PC (57 % et 57 %) et de la LCR (50 % et 60 %). Ils représentent un profil relativement similaire à celui de LO, un peu en retrait en ce qui concerne la *laïcité histoire*, l'*attachement à la démocratie* et l'*État*, mais plus anticléricals (61 % contre 36 %).

Enfin, les interviewés qui n'expriment aucune sympathie partisane se montrent plutôt proches des sympathisants du PC, de la LCR et de l'extrême droite sur la *laïcité séparation* et l'*anticléricalisme*, plutôt proches des sympathisants de l'UMP sur les autres dimensions.

Cependant, la répartition de nos types de laïcité en fonction de la proximité partisane indique, ici encore, que la *laïcité séparatiste* des uns n'est pas celle des autres. Tandis que les proches de l'extrême droite se classent en priorité parmi les *non-laïques républicains séparatistes* (49 %), les *laïques républicains séparatistes* totalisent 51 % à 67 % des autres groupes de sympathisants (contre 31 % à l'extrême droite).

Pour poursuivre l'analyse, on a repris l'échelle dichotomisée d'*attachement à la laïcité* (qui distingue *non-laïques* et *laïques*) et regroupé les positions politiques en trois catégories : gauche, centre et sans réponse, droite (tableau 7). On vérifie ainsi que les sympathisants communistes comptent 64 % de *laïques de gauche* (les proches de la LCR, 61 %, ceux des socialistes, 53 % et des Verts, 31 %). Les enquêtés proches de

l'UDF se répartissent en deux groupes majoritaires, *laïques du centre* (39 %) et *laïques de droite* (27 %), contre respectivement 14 % et 35 % pour ceux de l'UMP. De plus, chez ces derniers, il y a 36 % de *non-laïques de droite* (UDF : seulement 18 %), c'est-à-dire qu'ils sont autant *non-laïques* que *laïques*.

Tableau 7. Laïcité et autoposition selon la proximité partisane

		Proximité partisane								
		LO	LCR	PC	PS	Verts	UDF	UMP	FN + MNR	Aucun
Non laïques	Gauche	13	30	25	30	16	4	1	10	8
	Centre	32	5	7	7	25	8	13	28	40
	Droite	3	0	4	2	3	18	36	28	7
Laïques	Gauche	35	60	64	53	31	5	1	1	11
	Centre	13	0	0	7	21	39	14	7	28
	Droite	3	1	0	1	4	26	35	26	6
		(31)	(20)	(69)	(366)	(107)	(83)	(248)	(61)	(340)

ÂGE, NIVEAU D'ÉTUDES ET INTÉRÊT POLITIQUE :
L'ANCRAGE DE LA LAÏCITÉ À GAUCHE

Les jeunes sont moins laïques que leurs aînés et d'autant moins qu'ils sont peu diplômés : que devient alors le rôle de la position politique ? En fait, on reste d'autant plus attaché à la laïcité qu'on se situe plus à gauche, mais presque seulement chez les plus de quarante ans. Inversement, pour chaque position politique, l'élévation de l'âge et du niveau d'études font nettement progresser cet attachement. Mais les effets des trois variables se cumulent : la position politique à gauche joue un rôle d'autant plus marquant que l'âge et le niveau de diplôme sont élevés. Ainsi, parmi les diplômés les plus âgés, ceux qui se situent le plus à gauche sont de très loin les plus attachés à la laïcité (70 %), par rapport à ceux qui se placent au centre (38 %) et le plus à droite (32 %).

L'intérêt pour la politique renforce, on l'a vu, le niveau d'adhésion à la laïcité républicaine, en particulier le degré d'*attachement à la laïcité*. Son effet s'ajoute-t-il à celui de la position politique pour faire des enquêtés de gauche les plus laïques de tous ? En fait, la fréquence de toutes les dimensions de la laïcité républicaine (*attachement à la laïcité* et à *la démocratie*, *laïcité histoire* et *reconnaissance de l'État*) ne s'élève de la droite à la gauche que quand il y a intérêt politique, comme s'il jouait un rôle de catalyseur. Ceci fait que ceux qui s'intéressent à la politique sont toujours plus laïques, quelle que soit leur position politique. Mais, au total, ce sont bien ceux qui se situent à gauche et sont intéressés par la politique qui apparaissent comme les plus laïques. Pour l'essentiel, ces constatations se retrouvent quel que soit l'âge.

LE RÔLE DE LA RELATION RELIGION-POLITIQUE

On a vu que parmi les attitudes à l'égard de la laïcité les plus dépendantes de la position à gauche, l'*attachement à la laïcité* et l'*attachement à la démocratie* étaient également un peu plus fréquents chez les sans religion, et liés à l'athéisme. Mais d'autres dimensions, comme la *laïcité séparation* et l'*anticleficalisme*, dépendent plus

du facteur religieux que politique. On sait, par ailleurs, qu'il existe une forte relation entre religion et politique : plus le degré d'intégration au catholicisme est élevé, plus augmente la probabilité de se situer et de voter à droite. L'effet politique sur les attitudes laïques se réduit-t-il à l'effet religieux ou l'influence de la plus ou moins grande distance à l'égard de la religion est-elle indépendante de celle de la position politique ?

En fait, il existe bien un renforcement de l'*attachement à la laïcité* et à la *démocratie*, et moins nettement de la *laïcité histoire*, quand, à l'effet de la position politique, s'ajoute celui de la distance par rapport à la religion¹. Mais il ne se manifeste que parmi ceux qui se situent à gauche, comme si, chez les autres, au centre et à droite où l'adhésion à la laïcité est moindre qu'à gauche, celle-ci était indépendante du facteur religieux, que l'on prenne en compte aussi bien le degré d'intégration au catholicisme que celui des croyances religieuses. C'est ainsi qu'à gauche, si 53 % des sans religion sont attachés à la laïcité et 49 % à la démocratie, ils ne sont que respectivement 27 % et 32 % quand ils sont pratiquants ; à droite, sans religion et pratiquants comptent au contraire la même proportion de laïques (27 % et 23 % pour l'*attachement à la laïcité*, 16 % et 25 % pour l'*attachement à la démocratie*).

De même, si, à gauche et indépendamment du degré de pratique religieuse, 58 % des « plus athées » sont très attachés à la laïcité et 57 % à la démocratie, contre respectivement 29 % et 25 % parmi les « moins athées », chez les enquêtés du centre ou de droite, l'effet de l'athéisme est nul.

La variable religieuse exerce en revanche la même influence, quelle que soit la position politique², sur le degré d'adhésion à la *laïcité séparation* et à l'*antycléricalisme*. Ainsi, parmi les sans religion, 58 % des enquêtés de gauche adhèrent à la *laïcité séparation* et 61 % à l'*antycléricalisme*, ils sont respectivement 64 % et 55 % à droite ; sur ces deux échelles, on compte chez les pratiquants 16 % et 35 % de laïques à gauche, 15 % et 31 % à droite. De la même façon, l'effet de l'athéisme est similaire à droite et à gauche, voire légèrement supérieur dans le premier cas.

Enfin, quels sont les rôles respectifs des variables religieuse et politique sur les types de laïcité ? Trois observations peuvent être faites. Il y a bien augmentation de la part des *laïques républicains séparatistes* avec le détachement religieux, quelle que soit la position politique, et cumul des effets religieux et politique (71 % des sans religion de gauche contre 35 % des catholiques pratiquants de droite). Mais le rôle de la position politique peut s'effacer. Il en va ainsi avec la *laïcité républicaine non séparatiste* : c'est un niveau élevé d'intégration religieuse (pratique régulière plus encore qu'occasionnelle) qui en détermine la plus forte proportion, quelle que soit la position politique. Enfin, la *laïcité séparatiste non républicaine* apparaît comme relativement plus diffuse : tout juste note-t-on qu'elle est la moins représentée chez les catholiques pratiquants, quelle que soit leur position politique.

1. En revanche, la *reconnaissance de l'État* n'est liée qu'à la position politique et, quelle que soit celle-ci, reste indépendante du facteur religieux.

2. L'intégration religieuse joue un rôle un peu moins important au centre qu'à gauche ou à droite.

L'EFFET DE LA GÉNÉRATION SUR LE CUMUL
DES EFFETS POLITIQUE ET RELIGIEUX

Compte tenu de la différence de génération déjà notée, on pouvait supposer que l'effet cumulatif de la position à gauche et du détachement religieux sur l'adhésion à la laïcité serait plus net parmi les plus âgés. Effectivement, pour la gauche au moins, l'écart entre sans religion et catholiques pratiquants est plus faible chez les moins de 40 ans que chez leurs aînés. Cela est net pour l'*attachement à la laïcité* (respectivement 35 points chez les plus âgés et 21 points chez les plus jeunes), mais s'atténue pour la *laïcité histoire* (19 et 11 points) et disparaît sur l'*attachement à la démocratie* (18 et 20 points).

La prise en compte de l'ensemble des variables permet de conclure que, à partir de 40 ans surtout, du moins chez les plus intéressés par la politique, l'*attachement à la laïcité* est plus élevé, à la fois à gauche et à droite, chez les sans religion que parmi les catholiques pratiquants.

LA TOLÉRANCE, VALEUR DE GAUCHE,
RENFORCE-T-ELLE L'ATTACHEMENT À LA LAÏCITÉ ?

Le socle des attitudes laïques est constitué par l'adhésion au système politique, une faible intégration au catholicisme et une forte proximité avec la gauche. On a rappelé que la tolérance – comprise comme ouverture aux autres, à la diversité et au dialogue – était une composante de l'idéal laïque. L'esprit de tolérance, dont on connaît les liens avec l'univers symbolique de la gauche, joue-t-il un rôle indépendant de la position politique et renforce-t-il l'attachement à la laïcité ?

Nous avons retenu trois mesures de la tolérance : l'acceptation de l'homosexualité, le refus du rétablissement de la peine de mort et l'acceptation des immigrés¹. La tolérance a en commun avec l'attachement à la laïcité de devenir plus fréquente quand augmente le niveau d'études, mais ils diffèrent en termes de génération : les moins de 40 ans sont moins souvent laïques, mais en général plus tolérants que leurs aînés. Qu'advient-il de l'*attachement à la laïcité* quand on combine âge et diplôme ?

On observe d'abord que les « tolérants » sont les plus attachés à la laïcité, quels que soient l'âge et le diplôme. Mais l'effet de la tolérance sur l'*attachement à la laïcité* est variable selon la mesure prise en compte. L'acceptation de l'homosexualité augmente l'*attachement à la laïcité* surtout parmi les diplômés, quel que soit leur âge. Tandis que c'est plutôt chez les plus âgés que, quel que soit le niveau d'études, l'opposition à la peine de mort affermit l'attitude laïque. En revanche, si la diminution du refus des immigrés conforte bien l'attachement à la laïcité chez les moins de 40 ans, quel que soit leur niveau d'études, et chez les non-diplômés plus âgés, les résultats sont plus ambigus chez les diplômés les plus âgés : la proportion des laïques est bien maximale chez ceux qui acceptent les immigrés (56 %), puis elle baisse à 32 % chez

1. « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » : la réponse *tout à fait d'accord* (les tolérants) est opposée aux autres réponses ; « Il faut rétablir la peine de mort » : la réponse *pas d'accord du tout* (les tolérants) est opposée aux autres réponses ; « Il y a trop d'immigrés en France » : trois réponses sont distinguées, *plutôt pas et pas d'accord du tout* (les tolérants), *plutôt d'accord* (un peu hostiles aux immigrés), *tout à fait d'accord* (les plus hostiles aux immigrés).

ceux qui ne leur sont qu'un peu hostiles, mais elle remonte à 47 % chez les plus hostiles.

Malgré tout, âge, diplôme et tolérance voient leurs effets se cumuler. Ainsi, la proportion de laïques est la plus élevée parmi les plus diplômés de 40 ans et plus qui sont opposés au rétablissement de la peine de mort (58 %), qui acceptent l'homosexualité (57 %) ou les immigrés (56 %), alors qu'elle est la plus faible chez les jeunes peu diplômés qui admettent moins l'homosexualité, qui sont plutôt partisans de la peine de mort ou très hostiles aux immigrés (respectivement 13 %, 11 % et 11 %).

La tolérance n'est-elle pas dépendante de la position politique ? En fait, l'acceptation de l'homosexualité et l'opposition à la peine de mort augmentent la proportion des laïques, quelle que soit leur position politique, mais peut-être plus nettement à gauche. Les effets de chacun des différents facteurs qui influent sur l'*attachement à la laïcité* se cumulent et, au total, ce sont les enquêtés les plus âgés et les plus diplômés, de gauche et tolérants qui sont les plus laïques.

L'attitude à l'égard des immigrés a, là aussi, des effets complexes sur l'*attachement à la laïcité*. À gauche, plus les immigrés sont acceptés, plus s'élève l'*attachement à la laïcité*, quels que soient l'âge et le niveau d'études. Mais, à droite, et dans une certaine mesure au centre, chez les diplômés les plus âgés, la proportion des laïques augmente également avec l'hostilité aux immigrés. Ainsi, on compte à la fois 47 % de laïques parmi ceux qui acceptent les immigrés, mais aussi 52 % chez ceux qui les rejettent le plus, alors qu'ils ne sont que 21 % quand ils ne leur sont qu'un peu hostiles. À gauche, on compte respectivement 62 %, 52 % et 38 % de laïques.

La combinaison de l'attitude à l'égard des immigrés et de l'intérêt politique a des effets opposés sur l'*attachement à la laïcité* selon la position politique. Quelle que soit celle-ci, le maximum de laïcité est atteint parmi ceux qui ont un intérêt politique élevé. Mais, alors qu'à gauche, c'est quand il y a acceptation des immigrés (72 %), à droite, au contraire, c'est lorsque l'intérêt politique est associé à un rejet des immigrés (mais seulement 43 %). Quant au centre, l'attachement à la laïcité n'y dépend que d'un fort intérêt politique, l'attitude à l'égard des immigrés ne jouant aucun rôle.



Au terme de cette première étape de l'analyse, cinq types de variables contribuent à l'explication des attitudes à l'égard de la laïcité (voir en Annexe 2 les analyses de régression logistique).

Parmi les facteurs sociologiques, l'âge et le niveau d'études ont des effets persistants, quel que soit le rôle joué par les autres variables : l'appartenance aux générations de plus de 40 ans et la possession d'un diplôme élevé favorisent les attitudes les plus laïques (*attachement à la laïcité* et dimensions de la laïcité républicaine, *histoire, État, démocratie*). L'adhésion à la laïcité est également le signe d'une intégration au système politique, elle se renforce avec l'élévation du degré d'intérêt pour la politique. Le niveau d'intégration au catholicisme et les croyances religieuses exercent une influence inégale, supérieure chez les plus âgés et les plus instruits, l'irréligion et l'athéisme facilitant plus fortement l'adhésion à la séparation entre État et religions qu'aux dimensions de la laïcité républicaine. C'est l'autoposition à gauche qui détermine le niveau le plus élevé de l'adhésion à la laïcité (*attachement à la laïcité, État et démocratie*), une adhésion encore renforcée lorsqu'aux effets de la position politique s'ajoutent ceux des autres variables, détachement religieux, âge, niveaux d'études et d'intérêt politique élevés. Enfin, si la tolérance augmente globa-

lement l'*attachement à la laïcité*, l'attitude à l'égard des immigrés tend à produire des effets inverses à droite et à gauche : à droite, c'est l'hostilité envers les immigrés et, à gauche, leur acceptation qui favorisent la laïcité. Nous reviendrons plus loin sur la signification de ces résultats.

LES ATTITUDES DES LAÏQUES

Nous venons de voir que les représentations positives de la laïcité relevaient essentiellement d'une appartenance à l'univers symbolique de la gauche, associée au détachement religieux. Mais un positionnement à droite peut aussi favoriser, dans certains cas, l'attachement à la laïcité, en particulier quand il est associé à une forte intolérance.

En renversant la perspective qui a consisté jusqu'à présent à rechercher les facteurs expliquant les attitudes à l'égard de la laïcité, nous analyserons maintenant les systèmes d'opinions des différentes catégories de *laïques*¹. Deux questions se posent : d'abord, celle de la spécificité des *laïques* par rapport aux *non-laïques*, à l'intérieur de chaque « camp » politique ; ensuite, celle de la spécificité des *laïques de gauche* par opposition aux *laïques de droite*.

On peut faire plusieurs hypothèses. Les *laïques de droite* ne se caractérisent-ils pas d'abord par leurs affinités idéologiques avec la droite, auquel cas ils seraient relativement proches des *non-laïques* de leur camp ? La singularité des *laïques de gauche* n'est-elle pas à l'inverse de se distinguer nettement à la fois des *non-laïques* de leur camp et des *laïques de droite* en raison de leur adhésion à des valeurs historiquement liées à la laïcité ? Dans le premier cas, c'est la position politique qui serait déterminante. Dans le second cas, ce serait le système symbolique de la laïcité en lui-même.

En faisant appel à d'autres enquêtes pour enrichir l'analyse, nous explorerons les systèmes d'opinions des *laïques* dans quatre domaines significatifs : la « question scolaire », l'enseignement de l'histoire des religions à l'école, les attitudes envers le port du foulard islamique à l'école et l'islam, le racisme et la tolérance.

LA « QUESTION SCOLAIRE » : ATTITUDES À L'ÉGARD DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Compte tenu de l'importance de la question scolaire dans l'histoire de la laïcité, on pouvait attendre qu'elle continue à être un objet de désaccord entre *non-laïques* et *laïques*, mais aussi entre *laïques de droite* et *laïques de gauche*, notamment en raison du degré plus élevé d'intégration au catholicisme des premiers².

Évolution des opinions sur la question scolaire

La défense de la liberté de l'enseignement et l'aide de l'État aux écoles privées ont en effet suscité des antagonismes entre le monde catholique et les partisans de la

1. Nous reprenons les catégories distinguées ci-dessus à partir de l'échelle dichotomisée d'*attachement à la laïcité* – qui est pour nous la dimension essentielle pour différencier *non-laïques* et *laïques* – et de l'autoposition regroupée en trois (gauche, centre et sans réponse, droite).

2. 36 % des *laïques de droite* sont des pratiquants (11 % à gauche), 18 % sont sans religion (45 % à gauche).

laïcité, à maintes reprises au cours du siècle dernier. La tentative de révision de la loi Falloux en 1993-1994 a constitué le dernier épisode en date de la guerre scolaire.

Sur la longue période, depuis 1945, la proportion des Français favorables à la liberté de l'enseignement¹ se maintient ou tend à augmenter. C'est ainsi que plus de la moitié en 1946 et les deux tiers en 1951 sont « partisans de la liberté de l'enseignement » (plutôt que favorables à l'idée que « l'État doit être seul à avoir des écoles ») ; les années qui suivent le vote de la loi Debré en 1959 voient cette proportion baisser quelque peu (47 % en 1961 et 50 % en 1971)². Au moment du projet de réforme d'Alain Savary sur l'intégration de l'enseignement privé dans un service public unifié, ce sont à nouveau les deux tiers de la population environ qui se disent favorables « à l'existence en France de l'enseignement privé » (en 1983) et opposés à ce projet (en 1984)³.

Quant à l'aide financière de l'État à l'enseignement privé, elle est également de mieux en mieux acceptée au fil du temps. De 1945 à 1968, la part des Français jugeant que « l'État doit subventionner les écoles libres » (plutôt que ne pas le faire) passe de 38 % à 54 %. Entre 1959 et 1976, les réponses favorables au maintien « au même niveau » des « subventions accordées par l'État à l'école libre » progressent de 27 % à 41 %, aux dépens en particulier des indécis. La proportion des partisans d'une augmentation « des subventions accordées à l'école libre » reste stable entre ces deux dates (environ un tiers), de même que celle des opposants qui souhaiteraient une diminution ou une suppression de l'aide (un cinquième de la population).

L'aide aux écoles privées reste donc critiquée par une minorité toujours prête à réaffirmer ses convictions. Ainsi, en 1966, la moitié des Français pensent que « l'État devrait couvrir les frais des écoles religieuses comme ceux des écoles publiques », mais 26 % « qu'il ne devrait pas y avoir d'autres écoles que les écoles laïques » (position laïque « dure ») et 19 % que « les écoles religieuses devraient subvenir à leurs propres besoins » (position laïque « tolérante »). En 1983 (projet Savary), 69 % de la population pensent que « l'État doit aider l'école privée pour lui permettre d'exister », mais un quart que « les fonds publics ne doivent pas aller à l'école privée ». En 1993, la proportion des Français qui désapprouvent le « financement par les collectivités locales aussi bien des écoles privées que publiques » (révision de la loi Falloux) atteint 37 %⁴. Enfin, en 2003, dans notre enquête, 40 % des répondants pensent que « l'État ne devrait pas donner autant d'argent aux écoles privées » (mais ils ne sont que 16 % de *tout à fait d'accord*, alors même que la formulation est modérée).

Le rôle de l'intégration religieuse et de la position politique

Quels sont les facteurs religieux et politiques des attitudes à l'égard de l'enseignement privé ? Mesure-t-on, dans le temps, une évolution de leurs effets ?

1. Il semble que, dans les sondages, le terme d'école ou d'enseignement « libre » ait été utilisé jusqu'en 1982 (nous l'avons encore trouvé dans un sondage BVA de février 1982 pour *Paris-Match*) ; à partir de la présentation du projet Savary d'intégration de l'enseignement privé dans un grand service public, en 1983, il disparaît au profit de « privé ».

2. Jacques Sutter, *La vie religieuse des Français à travers les sondages d'opinion (1944-1976)*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, 2 tomes. Tous les sondages cités entre 1945 et 1976 (1945, 1946, 1951, 1959, 1961, 1966, 1968, 1971, 1976) ont été réalisés par l'IFOP.

3. 1983 : sondage SOFRES-*Le Figaro*, 1984 : sondage IFRES-VSD.

4. 1993 : sondage IFOP-*Globe Hebdo*.

Les opinions sur les écoles « libres » ou « privées » sont traditionnellement très dépendantes des variables religieuse et politique, elles le restent aujourd'hui sous une forme légèrement atténuée, alors même que la question se pose différemment. En effet, comme le suggèrent les formulations utilisées dans les sondages d'opinion depuis l'échec du projet Savary en 1984, il s'agit moins de remettre en cause l'existence des écoles privées que de critiquer leur financement public. La comparaison des résultats de notre enquête avec ceux de trois autres enquêtes (1966, 1980 et 1988) dont nous avons fait une analyse secondaire est éclairante ¹.

Si l'on examine d'abord le rôle du facteur religieux, on observe que la critique de l'enseignement privé se renforce progressivement et fortement avec le détachement religieux. En 1966, la position laïque « dure » (« il ne devrait pas y avoir d'autres écoles que les écoles laïques ») suscite un écart de 51 points entre les pratiquants dominicains (5 %) et les sans religion (56 %) ². On observe en 1988 et en 2003 des variations d'une ampleur similaire dans les opinions défavorables au financement des écoles privées : ainsi s'opposent les pratiquants dominicains (11 % en 1988 et 16 % en 2003) et les sans religion (55 % dans les deux cas). De la même façon, qu'il s'agisse de la suppression en 1980 « des écoles religieuses » ou en 1988 du « libre choix entre l'école privée et publique », la proportion des Français qui la jugent très grave augmente régulièrement quand on passe des pratiquants dominicains aux irréguliers (écarts de 32 et 36 points).

Parallèlement, les opinions négatives à l'égard de l'enseignement privé dépendent étroitement de la position politique à gauche. Ceci se vérifie tant en 2003 qu'en 1988 ou en 1966. L'hostilité à l'aide financière de l'État aux écoles privées diminue régulièrement de la gauche à la droite en 1988 ; en revanche, on observe en 2003 une légère remontée de cette hostilité chez ceux qui se situent le plus à droite : ainsi, 59 % des plus à gauche critiquent le financement des écoles privées, contre 25 % au centre droit, mais 36 % des interviewés les plus à droite. D'une autre façon, ceci fait écho à l'enquête de 1966 où la position laïque « tolérante » (« les écoles religieuses devraient subvenir à leurs propres besoins sans recourir à l'aide de l'État ») progresse lorsqu'on passe du centre gauche à la droite ; la position « dure » reste, quant à elle, la plus fréquente chez les enquêtés qui se situent le plus à gauche.

Si l'on recherche ensuite comment s'articulent les effets religieux et politique, on vérifie que le niveau d'intégration religieuse et la position politique renforcent leurs effets pour maximiser l'hostilité aux écoles privées. Ainsi, en 1966, la position « laïque » oppose 86 % des sans religion de gauche à 7 % des pratiquants réguliers de droite (respectivement 63 % et 3 % pour la seule position « dure »). De même, le financement des écoles privées est critiqué en 1988 par 65 % des irréguliers à gauche et 7 % des pratiquants de droite, et en 2003, respectivement par 61 % et 7 %. La suppression des écoles religieuses ou du libre choix entre école privée et publique suscite le même clivage entre ces deux catégories de la population (avec 34 et 46 points d'écart respectivement en 1980 et en 1988).

1. 1966 : enquête IFOP ; 1980 : enquête SOFRES ; 1988 : enquête Cevipof-SOFRES. Les questions utilisées en 1966, en 1980 et dans notre enquête sont différentes, mais permettent d'isoler des réponses « laïques » dont la structure nous apparaît, dans une certaine mesure, comparable. On retrouve dans l'enquête Cevipof de 1988 et la nôtre la même question : « L'État ne devrait pas donner autant d'argent aux écoles privées ».

2. L'écart entre pratiquants dominicains et sans religion est de 69 points si l'on ajoute à la position « dure » la position « tolérante » : « Les écoles religieuses devraient subvenir à leurs propres besoins sans recourir à l'aide de l'État ».

Le niveau d'intégration au catholicisme continue d'affecter fortement les opinions sur l'enseignement privé, quelle que soit la position politique. En revanche, la distance entre la gauche et la droite tend à se réduire quand le détachement religieux est maximal. On en discerne quelques indices dans chacune des enquêtes. En 1980, les sans religion sont presque aussi nombreux à gauche qu'à droite à juger très grave la suppression des écoles religieuses (47 % et 55 %). En 1988, les différences entre gauche et droite à propos de la suppression du libre choix de l'école décroissent quand on passe des pratiquants réguliers aux sans religion (de 38 points à 15 points). En 2003 enfin, les opinions des irréligieux de droite et de gauche sur la participation de l'État au financement des écoles privées se rapprochent. Ce sont ainsi 43 % des catholiques pratiquants à gauche et 17 % à droite qui jugent trop importante l'aide à l'école privée, 51 % et 30 % chez les catholiques non pratiquants, 61 % et 53 % parmi les sans religion (tableau 8) ¹.

Tableau 8. *L'État ne devrait pas donner autant d'argent à l'école privée (tout à fait et plutôt d'accord), selon l'autoposition, la pratique religieuse et l'attachement à la laïcité*

Autoposition	Pratique religieuse				Attachement à la laïcité	
	Prat reg.	Prat occ.	Non prat.	Sans rel.	Non laïques	Laïques
Droite	7 (59)	25 (68)	30 (132)	53 (64)	31 (177)	29 (168)
Centre, SR	17 (53)	28 (93)	32 (263)	46 (149)	34 (341)	32 (261)
Gauche	29 (21)	48 (54)	51 (216)	61 (220)	44 (213)	56 (364)

Les laïques de gauche et de droite et la question scolaire

Dans notre enquête, comme attendu, l'hostilité au financement public des écoles privées caractérise en premier lieu les *laïques de gauche* : 56 % d'entre eux s'opposent à une aide trop importante de l'État envers les écoles privées, ils ne sont que 29 % chez les *laïques de droite* (tableau 8).

Si l'on prend en compte le facteur religieux, on observe que la critique de l'enseignement privé est d'autant plus importante qu'augmente le détachement religieux, aussi bien chez les *laïques de droite* que *de gauche*, même si chez ces derniers, les sans religion restent les plus nombreux de tous à condamner les subventions au privé. C'est ainsi que, parmi les *laïques de gauche*, 64 % des sans religion pensent que l'État ne devrait pas donner autant d'argent aux écoles privées, mais aussi 43 % des pratiquants. Tandis que chez les *laïques de droite*, ce sont de la même façon 58 % des sans religion, mais seulement 15 % des pratiquants (tableau 9).

Tableau 9. *L'État ne devrait pas donner autant d'argent à l'école privée (tout à fait et plutôt d'accord), selon la pratique religieuse et l'autoposition parmi les seuls laïques*

Autoposition	Pratique religieuse		
	Prat reg	Non prat.	Sans rel.
Droite	15 (60)	25 (65)	53 (81)
Centre, SR	25 (68)	29 (122)	47 (53)
Gauche	43 (40)	54 (127)	64 (165)

1. On a vérifié le rôle de l'âge et de la génération : tant en 2003 qu'en 1966, il est peu important (nettement moins sur la question scolaire que sur l'*attachement à la laïcité*). L'hostilité à l'enseignement privé est toujours la plus forte, quel que soit l'âge, chez les sans religion de droite et plus encore de gauche, toutefois le maximum est atteint chez les sans religion de gauche âgés de 40 ans ou plus.

La critique de l'école privée a-t-elle la même signification chez les *laïques* sans religion *de gauche* et *de droite* ? S'agit-il de défendre indirectement l'école publique, « la seule école libre » comme le proclamaient encore les manifestants du 16 janvier 1994 contre la révision de la loi Falloux ¹ ? Et à travers elle, une conception « laïque » de la liberté ?

Une enquête sur « les libertés », réalisée en 1981 auprès des lecteurs du *Monde* ², apporte des éléments de réponse sur le lien entre liberté et enseignement privé/libre. On observe d'abord que l'identification de Dieu à la liberté ³ augmente la proportion des partisans de l'enseignement libre quel que soit le degré d'intégration religieuse, sauf chez les pratiquants réguliers ⁴. De la même façon, plus on se situe à droite, plus cette représentation de Dieu comme *liberté* renforce le sentiment qu'il serait très grave de supprimer les écoles libres.

Indépendamment de la représentation de Dieu, la valorisation de la liberté aurait-elle une incidence favorable sur la défense de l'enseignement libre ? Si l'on prend en compte la position des enquêtés sur un axe *liberté-autorité* ⁵, on observe le phénomène inverse : c'est le fait de se situer du côté d'*autorité*, et non de *liberté*, qui augmente la proportion des partisans de l'enseignement libre. Et ce, d'autant plus que l'on est intégré au catholicisme. Ceci se vérifie quelle que soit la représentation de Dieu, mais les effets des deux opinions sur la liberté se cumulent : on juge d'autant plus grave de supprimer les écoles libres que l'on est soi-même partisan de l'autorité et que Dieu est identifié à la liberté.

D'où la question de savoir si la « liberté de l'enseignement », associée à la représentation de Dieu comme liberté, mais en se situant soi du côté de l'autorité, ne s'oppose pas à la critique de l'enseignement privé associée à une conception « laïque » de la liberté.

Dans notre enquête, si on analyse le rôle de la position propre sur l'axe *liberté-autorité*, on observe d'abord que les interviewés se situent toujours plus souvent du côté de la liberté quand ils sont de gauche que de droite, mais davantage encore quand ils sont *laïques* et sans religion. À droite au contraire, les *laïques* sans religion tendent à s'éloigner du pôle *liberté*. Ainsi sont-ils aussi peu nombreux que les *non-laïques* pratiquants à se situer du côté de la liberté. Au total, parmi les irréguliers, 56 % des *laïques de gauche* et 16 % des *laïques de droite* sont des partisans de la liberté.

On peut ensuite vérifier que chez les *laïques de gauche*, l'opposition au financement public des écoles privées est d'autant plus répandue que l'on se situe du côté de la liberté, alors que chez les *laïques de droite*, elle n'est pas liée à la valorisation de la

1. Pour 43 % de ces manifestants, la laïcité représente en premier « l'école pour tous » : cf. sondage sociologique de manifestation sous la direction scientifique de Jean-Luc Parodi, IFOP-Libération, 17 janvier 1994.

2. Enquête dont nous avons assuré l'exploitation secondaire.

3. Il s'agit de situer Dieu sur un axe *liberté-non liberté* en sept positions. L'identification de Dieu à la liberté s'élève régulièrement avec le degré d'intégration au catholicisme (qui favorise la vision positive de Dieu) : 5 % des sans religion, contre 61 % des pratiquants réguliers ; parmi les catholiques pratiquants, elle est d'autant plus fréquente que l'on se situe à gauche (se situer à gauche favorise la vision positive de la liberté) : 45 % des pratiquants réguliers à droite et 75 % à gauche.

4. Chez eux, la sauvegarde des écoles libres est plus souvent associée à une identification de Dieu à la non-liberté, ce qui pourrait être l'écho d'une conception intégriste de la religion.

5. Il s'agit de se situer sur un axe « Je suis partisan de la liberté » — « Je suis partisan de l'autorité » en sept positions.

liberté – elle semble même plus accentuée parmi ceux qui se situent du côté de l'autorité¹.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DES RELIGIONS À L'ÉCOLE

Contrairement à la question scolaire qui est une constante dans la mémoire de la laïcité, la place de l'histoire des religions dans les programmes scolaires est l'objet d'une controverse nouvelle, et ceci au sein même du « camp laïque ». Le plaidoyer en faveur d'un enseignement de l'histoire des religions à l'école est né à la fin des années 1980 du constat de l'inculture religieuse des jeunes générations, de « leur ignorance presque complète de certains fondements de la culture européenne »².

En 1989-1990, une série de conférences sur les religions est donnée au lycée Buffon, à l'initiative de son proviseur Maddy Noin-Ledannois et de la sociologue Danièle Hervieu-Léger. Au niveau des pouvoirs publics, ce constat de méconnaissance est relayé par le rapport du recteur Philippe Joutard au ministre de l'Éducation nationale en 1989, qui souligne la nécessité d'accorder une place plus importante à l'histoire des religions dans les cours d'histoire-géographie et de littérature³. En 2002, un second rapport sur l'enseignement du fait religieux dans l'école laïque est remis par Régis Debray au ministre de l'Éducation nationale : il préconise une meilleure formation des professeurs des disciplines concernées (histoire, lettres, philosophie, langues). Cet enseignement figure désormais dans les orientations générales de l'école (loi Fillon de 2005). Il est évident que la diversité actuelle du paysage religieux et la perception d'une importance croissante de la place occupée par les religions en France et dans le monde ont également constitué un terrain propice au développement de cette idée. Ainsi, 45 % des Français ont le sentiment que « les religions occupent en France une place plus importante qu'il y a 10 ans », mais 47 % pensent qu'elle est trop importante et 18 % pas assez importante⁴.

Depuis 1988, ce problème a été exploré dans une série de sondages avec des formulations variables mais comparables⁵. Entre 1988 et 2005, le pourcentage de réponses favorables à l'introduction d'un enseignement de l'histoire des religions à l'école reste stable (de 65 % à 63 %, dont 14 % à 19 % de *tout à fait favorable*) sur l'ensemble de la période. Les tendances à la diminution des *plutôt favorable* et à l'augmentation des *tout à fait défavorable*, notées par Jacques Sutter entre 1988 et 2000, semblent enrayées en 2005 (la part des *tout à fait défavorable* s'élève à 11 % en 1988 et 12 % en 2005, après avoir atteint 18 % en 1990 et 20 % en 2000). Dans notre

1. Étant donné que les *laïques de droite* détachés de la religion sont à la fois plus critiques que les pratiquants à l'égard des écoles privées, mais aussi peu favorables qu'eux à la liberté, il faudrait pouvoir contrôler les effets de l'intégration religieuse. Malheureusement, les effectifs ne permettent pas de le faire.

2. Voir Régine Azria *et alii*, *La religion au lycée. Conférences au lycée Buffon*, Paris, Cerf, 1990, p. 7.

3. Voir Mireille Estivalèzes, « Les programmes, les manuels, les pratiques », dans « Le fait religieux à l'école, actes du colloque national 17 novembre 2001 », *Les Cahiers du Cevipof*, 35, mars 2003, p. 48-58.

4. Sondage CSA-*Le Monde des religions*, 2005.

5. Voir l'analyse faite par Jacques Sutter, cité, p. 321-324. Sondages : SOFRES-*Encyclopaedia universalis*, 1988 ; CSA-*La Croix*, 1989 ; SOFRES-*Télérama*, 1990, 2005 ; Louis Harris-*Le Monde de l'éducation*, 1991 ; CSA-*Le Monde, Notre Histoire*, 2000.

enquête, la proportion des partisans de l'enseignement de l'histoire des religions à l'école y atteint un niveau record (73 %, dont 39 % de *tout à fait favorable*)¹.

Il semble bien qu'on est d'autant plus favorable à cet enseignement qu'on est plus intégré au catholicisme. On observe effectivement que les opinions favorables augmentent régulièrement avec le degré d'intégration religieuse, aussi bien en 1989 et 1990 qu'en 2000 (27 à 37 points d'écart). Il en va de même dans notre propre enquête lorsqu'on passe des catholiques non pratiquants (32 %) aux pratiquants dominicaux (60 %). Toutefois, la création d'un tel enseignement est approuvée par autant, voire davantage de personnes sans religion que de catholiques non pratiquants (37 % et 32 % y sont *tout à fait favorables*).

En 1988 et en 2005, il avait été demandé : « Quels avantages verriez-vous principalement à un enseignement de l'histoire des religions ? » Il est significatif que la réponse la plus fréquente ait été, aux deux dates : « En apprenant à comprendre d'autres religions, les jeunes seront plus tolérants » – en progression, de 44 % à 57 %². En 2000³, 69 % des Français sont plutôt d'accord avec l'idée qu'un tel enseignement va « développer l'esprit de tolérance chez les élèves ». Les appréciations sur les avantages et inconvénients de cet enseignement varient, elles aussi, selon le degré d'intégration au catholicisme. Ainsi, 83 % des pratiquants réguliers pensent qu'il développera la tolérance, contre 71 % des pratiquants irréguliers, 67 % des non-pratiquants et 63 % des sans religion. De même, l'accord avec « il va favoriser la croyance religieuse chez les élèves » passe de 47 % chez les pratiquants réguliers à 21 % des sans religion. À l'inverse, les sans religion (45 %), les catholiques non pratiquants (50 %) ou pratiquants irréguliers (47 %) s'opposent aux pratiquants réguliers (32 %) et jugent plus souvent que cet enseignement « présente un risque pour l'esprit laïque ».

On a établi que plus on est intégré au catholicisme, plus on est favorable à l'enseignement de l'histoire des religions. Par ailleurs, l'acceptation de cet enseignement augmente nettement avec l'*attachement à la laïcité* (de 28 % à 51 %)⁴. Or, on est d'autant plus laïque que l'on est détaché du catholicisme. Quelles explications peut-on donner de ce paradoxe ?

On peut supposer que plusieurs interprétations vont se profiler chez les *laïques* selon leur attitude à l'égard de la religion. Cet enseignement serait compris comme une forme d'introduction du religieux dans l'école laïque. Les uns, *laïques de droite* et intégrés au catholicisme, seraient ouverts à son introduction à l'école parce que favorables à la religion, la laïcité n'étant pas, pour eux, un obstacle ; les autres, *laïques de gauche* plus souvent sans religion, seraient hostiles à la religion et plutôt moins favorables à l'enseignement de l'histoire des religions, mais, pour certains, il serait admis au nom même du principe de laïcité.

Notre exploitation secondaire de l'enquête précitée de 1994 sur les croyances des Français nous offre une illustration du conflit de valeurs opposant les laïques de droite et de gauche en matière religieuse. Les laïques se sentent le mieux définis à droite par les termes comme *catholique* (50 %), *chrétien* (42 %) ou *croyant* (39 %), et à gauche par *humaniste* (35 %), *athée* (29 %) ou *rationaliste* (17 %). Pour les premiers, les mots qui représentent le mieux Dieu sont *créateur* (38 %), *amour* (13 %) ou *être supérieur*

1. D'autres mesures seront bien entendu nécessaires à l'avenir pour confirmer cet ancrage dans l'opinion.

2. Sondages SOFRES-*Encyclopaedia universalis*, 1988, et SOFRES-*Télérama*, 2005.

3. Sondage CSA-*Le Monde*, *Notre Histoire*, 2000.

4. Avec la distribution des notes d'échelle en trois groupes (*attachement à la laïcité*).

(11 %), pour 27 % des seconds il ne représente rien. Pour ceux de gauche, Dieu est « une idée créée par l'homme », pour ceux de droite, c'est « quelque chose ou quelqu'un qui donne sens à la vie ». Enfin, les croyances, qu'elles soient religieuses, magico-catholiques ou, dans une moindre mesure, parallèles, sont plus fréquentes parmi les laïques qui se situent à droite.

De la même façon, dans notre enquête, 43 % des *laïques de gauche*, mais seulement 23 % de ceux *de droite*, ne croient ni à l'existence de Dieu, ni à un au-delà, et respectivement 65 % et 49 % jugent positif le mot *athéisme*.

En revenant à l'acceptation de l'enseignement de l'histoire des religions, on note d'abord qu'elle est beaucoup plus fréquente quand le mot *religion* est estimé très positif et ce jugement positif est d'autant plus fréquent que l'intégration au catholicisme est importante. Du point de vue des différences entre *non-laïques* et *laïques*, ces derniers sont bien un peu plus nombreux que les *non-laïques* à accepter l'histoire des religions à l'école, et ceci, autant à gauche qu'à droite. Mais parmi les *laïques de droite* plus que parmi ceux *de gauche*, l'acceptation de l'enseignement de l'histoire des religions s'accompagne d'une attitude positive à l'égard de la religion (mot *religion* jugé positif).

Pour poursuivre l'analyse, on peut reprendre notre indicateur de conception de la religion. On observe alors que, quel que soit le degré d'intégration au catholicisme, les plus favorables à un enseignement de l'histoire des religions ont une conception ouverte de la religion : celle-ci peut être ou non considérée comme positive, on pense qu'elle n'est pas nécessaire pour avoir une morale et que toutes les religions se valent. Ce lien entre acceptation de l'enseignement de l'histoire des religions et conception ouverte de la religion se vérifie chez les *laïques de gauche* autant que *de droite*, à une nuance près qui souligne les réticences d'une partie des *laïques de gauche* à l'égard de l'admission du religieux dans l'école. Ainsi, ces derniers se montrent moins favorables à l'enseignement de l'histoire des religions lorsque, tout en reconnaissant l'égalité des religions et en admettant que la religion n'est pas nécessaire pour avoir une morale, ils sont personnellement hostiles à la religion (mot *religion* négatif).

LES ATTITUDES ENVERS L'ISLAM ET LE PORT DU FOULARD ISLAMIQUE À L'ÉCOLE

Le débat sur la laïcité a été relancé depuis une quinzaine d'années par la question de la place de l'islam et, plus précisément encore en 2003, au moment de l'enquête, par la question du foulard islamique et de l'interdiction du port de signes religieux à l'école. On s'est donc demandé si l'attachement à la laïcité ne pouvait pas masquer chez certains le désir de se protéger des autres religions, particulièrement de l'islam.

Entre 1989, lorsque la question du voile ou du foulard islamique fait irruption dans le débat public, et 2003, la proportion des Français qui se disent opposés au port du foulard à l'école est restée stable et très élevée : 75 % en 1989 (17 % sont indifférents et 6 % favorables), 78 % en 1994 (18 % et 4 %), 74 % en 2003 (21 % et 5 %) ¹. En 2003, la ven-

1. Sondages IFOP-*Le Monde*, RTL, *La Vie*, 1989 ; IFOP-*Le Monde*, « La Marche du Siècle », RTL, 1994 ; IFOP-*Le Journal du Dimanche*, 2003. Rappelons qu'entre 1989 et 1994, le ministère de l'Éducation nationale a publié trois circulaires sur la base de l'avis du Conseil d'État rendu le 27 novembre 1989.

tilation des réponses selon la sympathie partisane révèle un rejet plus important du foulard islamique chez les Français proches des partis de droite (84 % des partis de la droite parlementaire et 87 % du Front national) que de gauche (69 %).

Notre enquête n'échappe pas à cette tendance lourde : 84 % sont ainsi en désaccord (69 % *tout à fait*) avec la proposition : « On peut tolérer le foulard islamique à l'école ». Les proches du FN (89 %) et de l'UMP (81 %) sont les plus hostiles (*tout à fait*), viennent ensuite les sympathisants de l'UDF (69 %), du PS (67 %) et du PC (68 %) ; les proches des Verts (57 %) et de l'extrême gauche (51 %) sont les plus « tolérants ». Dans cette opposition au foulard, quelle est la part respective de l'attachement à la laïcité et de la méfiance à l'égard de la religion musulmane ? Les raisons de refuser le port du foulard à l'école ne sont-elles pas différentes à gauche et à droite, selon que l'on est ou non intégré au catholicisme ?

L'islam, une menace à la laïcité ?

À la question « La laïcité en France aujourd'hui est-elle menacée ? », 23 % des Français répondent « beaucoup » (15 % des moins attachés à la laïcité, 29 % de ceux qui le sont le plus), 45 % « un peu », 19 % « plutôt pas » et 10 % « pas du tout ». Il est clair que c'est d'abord l'islam qui est ressenti comme menace, par 56 % des enquêtés, suivi de l'intolérance à l'intérieur de l'école (51 %). En outre, ces deux menaces sont d'autant plus fréquemment perçues que les enquêtés sont plus attachés à la laïcité. Les autres menaces ne sont plus citées que par 37 % à 25 % des individus. C'est l'Église catholique qui est la moins citée (25 %) et elle ne l'est pas de façon plus importante par les plus laïques, ce qui peut surprendre.

Malgré cela, si on combine menaces de l'islam et de l'Église, on observe que moins on est attaché à la laïcité, plus on considère que ni l'Église ni l'islam ne représentent des menaces. Au contraire, plus on est laïque, plus l'islam est seul considéré comme une menace. L'islam est perçu comme la menace principale à la laïcité aussi bien chez les laïques de gauche que de droite. Mais, alors que les laïques de droite pensent d'abord qu'il y a seulement menace de l'islam (53 %, contre 31 % à gauche), ceux de gauche estiment qu'il y a menace à la fois de l'Église et de l'islam (26 % contre 14 %). On pourrait dire que, dans un cas, il y a peur des musulmans, dans l'autre, méfiance à l'égard de la religion. Quant aux non-laïques de gauche, ils pensent beaucoup plus souvent que leurs homologues de droite qu'il n'y a de menace ni de l'un ni de l'autre (53 % contre 38 %).

Le rôle du degré d'intégration catholique vient renforcer celui de la position politique. Ainsi, les laïques de gauche perçoivent d'autant plus souvent qu'il y a une menace à la fois de l'Église et de l'islam qu'ils sont irréguliers (30 %, contre 24 % des non-pratiquants et 15 % des pratiquants) et les laïques de droite pensent d'autant plus qu'il y a menace seulement de l'islam qu'ils sont plus intégrés au catholicisme : 60 % des pratiquants, 54 % des non-pratiquants et 42 % des sans religion (tableau 10).

Tableau 10. Perception de menaces envers la laïcité selon la pratique religieuse et laïcité/autoposition (*Laïques seulement*)

Menaces sur la laïcité	<i>Laïques de gauche</i>			<i>Laïques de droite</i>		
	<i>Pratiquants</i>	<i>Non prat.</i>	<i>Sans religion</i>	<i>Pratiquants</i>	<i>Non prat.</i>	<i>Sans religion</i>
L'Église + L'islam	15	24	30	7	20	13
L'islam mais pas l'Église	38	43	23	60	54	42
	(40)	(127)	(165)	(60)	(65)	(31)

Une analyse secondaire d'une enquête de 2004 sur le racisme et l'antisémitisme en France ¹ permet de préciser nos observations. Dans cette enquête comme dans la nôtre, plus on est pratiquant, plus le mot *religion* est jugé très positif ; inversement et de façon encore plus nette, plus on est détaché du catholicisme, plus *religion* est perçu comme négatif (de 5 % des pratiquants réguliers à 55 % des sans religion en 2003, de 19 % à 83 % en 2004) ². La même relation s'établit avec toutes les religions, quelles qu'elles soient ³, mais, alors que chez les sans religion, toutes sont aussi peu souvent jugées positives, les pratiquants réguliers perçoivent plus souvent comme positives *religion* et *religion catholique* que les autres religions. De plus, si la *religion musulmane* apparaît toujours plus négative que les autres, cela est d'autant plus net que l'on est intégré au catholicisme, alors que chez les sans religion, le mot *religion* est jugé encore plus négatif que *religion musulmane*.

Le refus du foulard islamique par les laïques

Le refus du foulard est d'autant plus élevé qu'est fort l'*attachement à la laïcité* (de 57 % des peu laïques à 80 % pour ceux qui le sont le plus). Les *laïques* sont plus nombreux que les *non-laïques* à se montrer opposés au port du foulard islamique à l'école, qu'ils soient *de gauche* (73 % contre 56 %) ou *de droite* (82 % contre 71 %). Mais, là encore, les significations semblent différentes : en rejetant le foulard, les *laïques de gauche* jugent négativement le mot *religion* (40 %), alors que les *laïques de droite* – et dans une moindre mesure, du centre – le jugent positif (62 %). D'une autre façon, on peut dire qu'en s'opposant au foulard, les *laïques de droite* ne semblent pas tant refuser un symbole religieux qu'un symbole de l'islam en particulier, alors que les *laïques de gauche* refusent davantage le symbole religieux. Ainsi, parmi les *laïques* qui s'opposent au port du foulard, 54 % de ceux de gauche jugent négatif le mot *religion* (contre 25 % à droite) ; à droite, au contraire, 75 % le jugent positif (contre 46 % à gauche).

La perception des menaces contre la laïcité apporte une confirmation. Parmi les *laïques de droite* refusant le foulard, 43 % jugent positif le mot *religion* en considérant l'islam comme une menace, mais pas l'Église (ils ne sont que 19 % à gauche). Alors

1. Cf. Nonna Mayer, Guy Michelat, « L'analyse des chercheurs », dans Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. Rapport d'activité 2005*, Paris, La Documentation française, 2006, p. 100-114.

2. Aux réponses *plutôt* et *très négatif* s'ajoute dans l'enquête de 2004 la modalité *ni positif ni négatif*.

3. En 2004, on demandait si étaient positifs ou négatifs les mots suivants : *religion, religion catholique, bouddhisme, religion musulmane, religion juive, religion protestante*.

qu'à gauche, 23 % de ceux qui refusent le foulard le font en estimant *religion* négatif et en voyant une menace à la fois dans l'Église et l'islam (contre 4 % à droite).

Dans quelle mesure le degré de pratique religieuse renforce-t-il ou modifie-t-il les opinions à l'égard du foulard islamique chez les uns et les autres ? Il faut noter que les différences liées à la position politique s'effacent chez les *laïques* qui sont pratiquants : ils sont tous autant opposés au foulard quand ils jugent positif le mot *religion*. En revanche, le détachement religieux fait apparaître en quoi diffère le refus du foulard des *laïques de gauche* et *de droite*. À droite, ce sont les catholiques non pratiquants qui refusent le foulard tout en jugeant positif le mot *religion*, alors que, chez les *laïques de gauche*, ce sont surtout les sans religion qui le rejettent en jugeant *religion* négatif (tableau 11).

Tableau 11. Rejet du foulard islamique à l'école et mot religion positif/négatif selon laïcité/autoposition (*Laïques seulement*) et la pratique religieuse

		<i>Laïques de Gauche</i>				<i>Laïques de Droite</i>			
		<i>Prat.</i>	<i>Non prat.</i>	<i>Sans rel.</i>	<i>Ensemble</i>	<i>Prat.</i>	<i>Non prat.</i>	<i>Sans rel.</i>	<i>Ensemble</i>
Rejet du foulard	mot religion positif	63	48	14	34	63	68	45	62
	mot religion négatif	20	37	50	40	10	23	32	20
		(40)	(127)	(165)	(364)	(60)	(65)	(31)	(168)

On a vu que l'hostilité aux immigrés pouvait, dans certains cas, favoriser l'attachement à la laïcité. Mais est-ce toujours vérifié ? La crainte de l'islam exprimée tout particulièrement par les *laïques de droite* ne dissimule-t-elle pas cette hostilité ?

Plus on est attaché à la laïcité, moins on est hostile aux immigrés (de 40 % à 23 %). De même cette hostilité décroît lorsque l'on passe des plus à droite aux plus à gauche (de 54 % à 21 %) ¹. Mais l'attachement à la laïcité a un effet de sens opposé à gauche et à droite. Le refus des immigrés est plus faible à gauche chez les *laïques* (12 % des *laïques de gauche* contre 35 % des *non-laïques*) et, au contraire, plus élevé à droite, presque plus chez les *laïques* (45 %) que chez les *non-laïques* (40 %) ². Dans l'enquête 2004 sur le racisme également, les plus hostiles aux musulmans sont bien, à droite, ceux qui jugent le mot *laïcité* comme très positif et, à gauche, ceux qui, au contraire, le jugent très négatif.

S'il est vrai que le refus du foulard est d'autant plus important que le rejet des immigrés est fort, il peut prendre des significations différentes suivant les cas. Pour les *laïques de gauche*, il n'est pas synonyme d'intolérance envers les immigrés, alors qu'il l'est bien davantage à droite, que l'on soit ou non *laïque*. En effet, lorsqu'on refuse le foulard et que l'on est *laïque*, le rejet des immigrés s'accroît fortement quand on passe de la gauche à la droite (de 15 % à 50 %), tandis que chez les *non-laïques*, il est élevé à gauche comme à droite (tableau 12).

1. On reprend ici la distribution des notes d'échelle en trois groupes (*attachement à la laïcité*) et l'autoposition en cinq catégories.

2. On sait que l'hostilité aux immigrés est plus importante chez les enquêtés peu diplômés et parmi les plus âgés ; cela a-t-il une incidence sur les relations que nous avons établies ? Il reste vrai que, quels que soient diplôme et âge, l'hostilité aux immigrés est moins élevée à gauche qu'à droite et, qu'à gauche du moins, les *laïques* sont plus tolérants. Mais à droite, ce sont, au contraire, les *laïques* qui sont les plus hostiles, surtout parmi les diplômés les plus âgés.

Tableau 12. Hostilité aux immigrés selon l'acceptation/le rejet du foulard islamique et laïcité/autoposition

		<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>
Acceptation du foulard	Non laïques	15 (94)	18 (51)
	Laïques	4 (98)	20 (30)
Rejet du foulard	Non laïques	50 (119)	49 (126)
	Laïques	15 (266)	50 (138)

LA LAÏCITÉ, UN REMPART CONTRE LE RACISME ET L'INTOLÉRANCE ?

Les *laïques de droite* sont donc plus hostiles envers les immigrés que les *laïques de gauche*. Tout se passe comme si, entre la gauche et la droite, une inversion de sens s'opérait entre laïcité et tolérance. L'idéologie des enquêtés de gauche s'organiserait autour des valeurs laïques : c'est lorsqu'ils sont et parce qu'ils sont *laïques* qu'ils se montrent le plus tolérants. Au contraire, chez ceux qui se situent à droite, portés à l'intolérance, c'est cette intolérance même qui conduirait certains d'entre eux (plus diplômés, plus âgés et plus intéressés par la politique) à être *laïques*, la laïcité apparaissant comme une protection vis-à-vis de l'islam et des immigrés.

Hostilité aux immigrés, antisémitisme et racisme biologique

Mais s'agit-il uniquement de l'« immigré » (double du musulman) ou bien plus généralement des « autres » ? L'hostilité aux immigrés ne recouvre-t-elle pas d'autres formes de racisme ? On sait, d'après les résultats de l'enquête 2004 sur le racisme et l'antisémitisme, qu'il y a cohérence des opinions à l'égard des « autres » (maghrébins, immigrés, juifs et musulmans) et que ces opinions, sous-jacentes à l'ethnocentrisme, sont d'autant plus répandues que l'on se situe à droite (49 % des plus à droite contre 19 % des plus à gauche), mais aussi lorsque le mot *laïcité* est jugé *très négatif* (50 %, contre 20 % des *très positif*)¹. Dans quelle mesure l'antisémitisme et l'hostilité aux immigrés convergent-ils, la combinaison des racismes est-elle plus fréquente chez les *non-laïques* que les *laïques*, chez les *laïques de droite* que chez ceux *de gauche* ?

On observe d'abord que le rejet de l'antisémitisme² augmente avec l'*attachement à la laïcité* (de 23 % à 49 %) et quand on passe des plus à droite aux plus à gauche (de 24 % à 41 %)³. Au total, il atteint le niveau le plus élevé chez les *laïques de gauche* : 59 %, contre 33 % des *laïques de droite* (tableau 13). Cependant, le fait d'être *laïque* réduit toujours l'antisémitisme – à droite comme à gauche, et c'est une première différence entre antisémitisme et racisme anti-immigrés – mais surtout à gauche. Ainsi, à gauche, 59 % des *laïques*, contre 24 % des *non-laïques*, rejettent totalement l'idée que « les juifs ont trop de pouvoir », mais ils ne sont que 33 % et 19 % à droite.

1. Nonna Mayer, Guy Michelat, cité.

2. Le degré le plus élevé d'antisémitisme est mesuré par les réponses *tout à fait* et *plutôt d'accord* (23 %) avec la proposition : « Les juifs ont trop de pouvoir en France ». La réponse *pas d'accord du tout* (33 %) peut être considérée comme le rejet de l'antisémitisme, la réponse *plutôt pas d'accord*, à laquelle on peut ajouter les sans réponses (44 %), représente un niveau moyen d'antisémitisme.

3. Avec la distribution des notes d'échelle en trois groupes (*attachement à la laïcité*) et l'autoposition en cinq catégories.

L'antisémitisme étant plus élevé parmi les générations les plus âgées et chez les moins diplômés, l'âge et le niveau d'études ont-ils un impact sur ces relations entre position politique et laïcité ? Quel que soit l'âge, l'antisémitisme diminue avec le fait d'être *laïque*, mais c'est surtout le cas à gauche chez les plus diplômés. À droite, ceux-ci font au contraire exception, en particulier chez les plus jeunes, et les *laïques* ne sont pas moins antisémites que les *non-laïques*. En revanche, à attitude à l'égard de la laïcité constante, l'incidence de la position politique sur l'hostilité envers les juifs s'efface chez les peu diplômés et ce, quel que soit l'âge – ce qui n'est pas le cas de l'hostilité aux immigrés, presque toujours plus forte à droite. Au total, ce sont 67 % des *laïques de gauche*, quand ils sont jeunes et diplômés, qui refusent l'antisémitisme, ils s'opposent ainsi à seulement 11 % des *non-laïques de droite* âgés de 40 ans ou plus et peu diplômés.

En combinant opinions à l'égard des juifs et des immigrés chez les *laïques de gauche* et *de droite*, on vérifie que les deux formes de racisme vont de pair. Ainsi, être *laïque* augmente le refus de tout racisme chez les répondants de gauche : 39 % des *laïques* contre 9 % des *non-laïques* à gauche ne sont hostiles ni aux immigrés ni aux juifs (10 % et 6 % à droite). À l'inverse, *laïques* et *non-laïques de droite* sont également hostiles envers ces deux groupes (17 % et 18 %). Les *laïques* sont donc d'autant plus hostiles aux immigrés et antisémites qu'ils sont de droite : 33 %, contre 13 % à gauche, rejettent juifs et immigrés (totalement ou modérément).

Mais on observe aussi, tantôt chez les *laïques de droite*, tantôt chez les *laïques de gauche* selon les cas, que le racisme anti-immigrés et l'antisémitisme peuvent exister indépendamment l'un de l'autre. En effet, même quand leur hostilité envers les juifs est modérée ou nulle, certains *laïques de droite* restent très hostiles aux immigrés. Quant aux *laïques de gauche*, ils se distinguent de leurs analogues de droite en étant deux fois plus souvent modérément hostiles aux juifs tout en acceptant totalement les immigrés (24 %, contre 12 % à droite). En forçant un peu l'interprétation, on pourrait voir dans cette particularité l'écho d'un antisémitisme latent : celui-ci caractériserait, selon certains auteurs, une partie de la gauche prompte à défendre en priorité les droits de la population d'origine maghrébine et/ou de culture musulmane et sensible au conflit israélo-palestinien.

Si l'on prend en compte le racisme biologique, en vertu duquel il existe « des races moins douées que d'autres », on vérifie que le fait d'être *laïque* accroît le désaccord avec cette opinion quelle que soit la position politique, mais au total, il est le moins fréquent chez les *laïques de gauche* (tableau 13).

Pour synthétiser nos observations, nous avons construit un indicateur de racisme qui combine les opinions en accord avec le « trop » grand nombre d'immigrés en France, le « trop de pouvoir » des juifs en France et l'existence de races « moins douées ». Les *non-laïques* sont toujours plus « racistes » que les *laïques* quelle que soit leur position politique. Et chez les *laïques*, le rôle de la position politique s'accroît : plus on est à gauche, moins on est « raciste » (tableau 13).

Tableau 13. Hostilité aux immigrés, rejet de l'antisémitisme et du racisme biologique et indicateur de racisme selon laïcité/autoposition

		<i>Trop d'immigrés</i>	<i>Juifs trop de pouvoir</i>	<i>Il y a des races moins douées</i>	<i>Indicateur racisme</i>			
		Tout à fait d'accord	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	-	=	+	
Non laïques	Droite	40	19	44	20	34	46	(177)
	Gauche	35	24	48	22	42	37	(213)
Laïques	Droite	45	33	61	24	68	32	(168)
	Gauche	12	59	82	64	25	11	(364)

Les *laïques* sont toujours moins racistes que les *non-laïques*, et les *laïques* le sont d'autant moins qu'ils sont de gauche, jeunes et diplômés. À l'inverse et comme précédemment, les enquêtés de droite diplômés, quel que soit leur âge, font exception, les *laïques* restant aussi « racistes » que les *non-laïques*. Au total, ce sont 0 % des *laïques de gauche* jeunes et diplômés qui s'opposent à 63 % des *non-laïques de droite* peu diplômés et âgés de 40 ans ou plus.

Laïcité et tolérance : le rôle de l'intégration religieuse et de l'attitude à l'égard de la religion

Nous pouvons conclure de cette analyse que les *laïques de gauche* sont toujours moins racistes et par conséquent plus tolérants que les *laïques de droite*. Qu'en est-il pour d'autres indicateurs de tolérance tels que les attitudes à l'égard de l'homosexualité et du rétablissement de la peine de mort ?

L'*attachement à la laïcité* n'augmente vraiment la tolérance envers l'homosexualité que chez les enquêtés de gauche : 37 % des *non-laïques* et 57 % des *laïques* la jugent très acceptable ¹, contre, à droite, respectivement 32 % et 37 %. De même, le rétablissement de la peine de mort est exclu par 69 % des *laïques de gauche* (30 % des *non-laïques*), mais seulement 30 % des *laïques de droite* (16 % des *non-laïques*).

On sait que la tolérance, en particulier la permissivité sexuelle, dépend du degré d'intégration au catholicisme ². Elle en dépend de façon différente dans les trois exemples de tolérance considérés. Ainsi, plus le degré d'intégration religieuse est élevé, plus l'homosexualité est rejetée. En revanche, les catholiques pratiquants réguliers sont presque aussi nombreux que les sans religion à refuser le rétablissement de la peine de mort (44 % contre 48 %), ils s'opposent ainsi aux pratiquants occasionnels et non pratiquants (30 %), comme si les plus intégrés au catholicisme se montraient plus sensibles au message du « Tu ne tueras point ».

Enfin, l'acceptation des immigrés est bien la plus élevée chez les irréguliers (52 %, contre 28 % à 34 % des catholiques), mais parmi les catholiques, ce sont les plus détachés, c'est-à-dire les non-pratiquants qui se montrent les plus hostiles.

1. L'attitude à l'égard de l'homosexualité est fortement liée à l'âge et au niveau de diplôme : on vérifie que, quels que soient l'âge et le diplôme, les *laïques de droite* restent plus intolérants que les *laïques de gauche* et que le fait d'être laïque n'augmente vraiment l'acceptation de l'homosexualité, à droite, que chez les jeunes diplômés.

2. Guy Michelat, « Intégration au catholicisme et attitudes éthico-politiques », dans Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 209-239 ; Guy Michelat, Janine Mossuz-Lavau, « Le refus du plaisir. Intégration au catholicisme et comportements sexuels », dans Jacques Maître, Guy Michelat (dir.), *Religion et sexualité*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 239-263.

Comme si des croyances plus affirmées et la proximité avec les messages de l'Église constituaient un frein à l'hostilité aux immigrés.

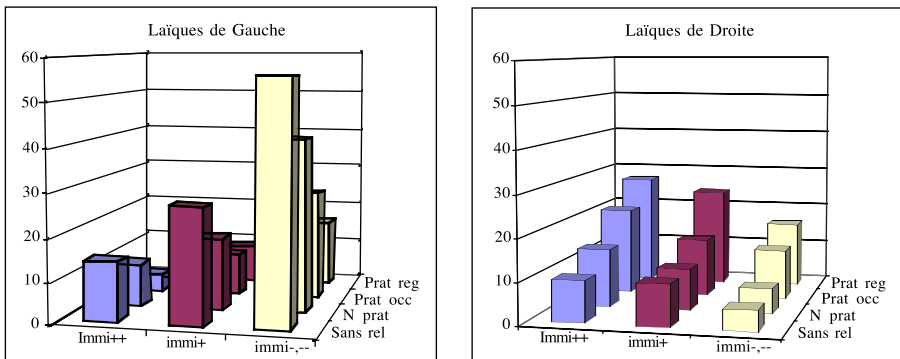
Les effets de l'intégration au catholicisme viennent-ils compenser ou renforcer les différences entre *laïques de gauche* et *de droite* ?

À degré de pratique religieuse constant, le fait d'être *laïque* augmente presque toujours l'acceptation de l'homosexualité, mais les *laïques de droite* restent moins tolérants que les *laïques de gauche*. Ce sont 57 % de l'ensemble des *laïques de gauche*, 40 % quand ils sont pratiquants et 68 % des sans religion qui jugent l'homosexualité *tout à fait* acceptable, mais ils ne sont que 37 % chez les *laïques de droite*, 30 % quand ils sont pratiquants et 55 % des sans religion.

De la même façon, le fait d'être attaché à la laïcité augmente la proportion des opposants à la peine de mort, mais moins à droite qu'à gauche et moins chez les catholiques non pratiquants que chez les pratiquants et les sans religion. Ainsi, 69 % des *laïques de gauche* sont très hostiles au rétablissement de la peine de mort (63 % des non-pratiquants, 72 % des pratiquants et 73 % des sans religion), mais ce n'est le cas que de 30 % des *laïques de droite* (26 % des non-pratiquants, 35 % des pratiquants et 32 % des sans religion). La tolérance existe aux deux pôles de l'intégration religieuse, mais elle repose sur des systèmes symboliques différents, sinon opposés.

Quant à la tolérance envers les immigrés, elle est, comme attendu, d'autant plus élevée que l'on est *laïque de gauche* et sans religion. Elle est toujours favorisée par le fait d'être *laïque* chez les sans religion, mais on peut isoler le cas singulier des catholiques pratiquants : l'attachement à la laïcité augmente nettement la tolérance envers les immigrés chez ceux qui sont de gauche (de 34 % des *non-laïques* à 60 % des *laïques*), alors qu'il tend au contraire à accentuer l'hostilité aux immigrés chez ceux qui sont de droite ¹. D'une autre façon, la proportion des *laïques de gauche* s'élève avec le détachement religieux et la tolérance envers les immigrés, celle des *laïques de droite*, à l'inverse mais dans une moindre mesure, augmente avec l'intégration religieuse et l'hostilité aux immigrés (figure 5).

Figure 5. Laïques de gauche et laïques de droite selon la pratique religieuse et l'hostilité aux immigrés



1. Il en va de même dans une moindre mesure des catholiques non pratiquants laïques : beaucoup plus tolérants que les *non-laïques* quand ils sont de gauche, aussi hostiles que ceux-ci quand ils sont de droite.

Nous avons voulu faire apparaître sous un jour différent le rôle joué par l’attitude à l’égard de la religion dans la relation entre laïcité et tolérance, en analysant l’appréciation croisée des mots *religion* et *laïcité* par les enquêtés. On constate que les plus « laïques » se rencontrent aux deux extrémités du *continuum*, parmi les plus fermes partisans de « la religion » et parmi ses détracteurs. Ainsi, 67 % de ceux qui jugent *très* positif le mot *religion* jugent également *très* positif le mot *laïcité*, ils ne sont que 33 % quand le mot *religion* est jugé *plutôt* positif ; la proportion des jugements *très* positifs sur le mot *laïcité* remonte à 44 % quand le mot *religion* est jugé *plutôt* négatif et à 59 % quand il est jugé *très* négatif. L’enquête de 2004 sur le racisme et l’antisémitisme apporte un élément de confirmation : le mot *laïcité* y est en effet jugé *très* positif quand toutes les religions sont considérées soit comme *très* positives, soit comme *très* négatives.

Ces deux formes d’appréciation de la laïcité dépendent du degré d’intégration religieuse et de la position politique. Ainsi, dans notre enquête comme dans celle de 2004, plus l’intégration religieuse s’élève ou plus on se situe à droite, plus les deux mots *religion* et *laïcité* à la fois sont appréciés positivement, tandis que plus l’on est détaché du catholicisme ou plus on se situe à gauche, plus la *laïcité* est jugée positive en même temps que la *religion* l’est négativement.

Si l’on revient à la tolérance, on doit admettre que la « tolérance religieuse », comprise ici comme l’attitude positive à l’égard de la religion, n’est pas assimilable à la tolérance au sens d’ouverture à l’Autre, aux différences et au dialogue. Lorsqu’on juge *très* positif le mot *laïcité*, nos indicateurs de tolérance sont d’autant plus élevés qu’en même temps, le jugement sur le mot *religion* devient plus négatif. Il en va de la sorte pour le refus du rétablissement de la peine de mort, l’acceptation de l’homosexualité et des immigrés ¹. Ainsi, quand *laïcité* est *très* positif, 36 % des enquêtés pour qui *religion* est *très* positif s’opposent au rétablissement de la peine de mort, contre 58 % de ceux pour qui *religion* est *très* négatif ; 37 % pensent que l’homosexualité est acceptable contre 64 % ; 31 % acceptent la présence des immigrés contre 48 % (tableau 14).

Tableau 14. Opinions sur la peine de mort, l’homosexualité et les immigrés selon mot religion positif/négatif et mot laïcité très positif

mot <i>Laïcité</i>	mot <i>Religion</i>	<i>Refus de la peine de mort</i>	<i>Acceptation de l’homosexualité</i>	<i>Acceptation des immigrés</i>	<i>Rejet des immigrés</i>	
<i>Très positif</i>	<i>Très positif</i>	36	37	31	45	(161)
	<i>Assez positif</i>	45	44	37	32	(230)
	<i>Assez négatif</i>	50	55	56	21	(159)
	<i>Très négatif</i>	58	64	48	33	(64)



De l’analyse des différences d’attitudes, entre *laïques de droite* et *laïques de gauche* et entre *non-laïques* et *laïques* au sein même de la droite et de la gauche, on peut retenir trois principales observations (voir aussi en Annexe 2 les analyses de régression logistique).

1. Toutefois, l’hostilité aux immigrés remonte sensiblement chez les enquêtés qui jugent *religion* très négatif.

Les *laïques de gauche* se différencient de ceux *de droite* par leur opposition au financement public de l'école privée et par des attitudes différentes envers l'Autre : les *laïques de gauche* sont les moins hostiles aux immigrés et aux juifs. C'est aussi en fonction de ces attitudes qu'on peut distinguer *laïques* et *non-laïques* au sein même de la gauche, ce qu'on ne peut faire au sein de la droite. Mais, à droite comme à gauche, le fait d'être *laïque* diminue le racisme biologique, accroît la tolérance envers l'homosexualité et l'hostilité à la peine de mort.

En revanche, si, à l'intérieur même de la gauche et de la droite, les *laïques* s'opposent bien aux *non-laïques*, leurs attitudes n'ont pas toujours la même signification à droite et à gauche. L'acceptation de l'enseignement de l'histoire des religions à l'école par les *laïques* est plus souvent associée à un jugement positif sur la religion à droite qu'à gauche, la perception de menaces pour la laïcité vise essentiellement l'islam chez les *laïques de droite*, à la fois l'islam et l'Église catholique chez ceux *de gauche*. En rejetant le port du foulard islamique à l'école, les *laïques de droite* se montrent bien disposés envers la religion mais hostiles aux immigrés et les *laïques de gauche*, à l'inverse, critiques envers la religion et tolérants envers les immigrés.

**

Idéal philosophique et construction institutionnelle, la laïcité est aussi l'objet de représentations sociales. Parmi celles-ci, notre enquête fait apparaître l'existence de deux dimensions. D'une part, la *laïcité républicaine* est structurée autour des sources historiques et des corrélats démocratique et étatique de la laïcité, elle suppose un *attachement* à celle-ci ; d'autre part, la *laïcité séparatiste* touche à l'application stricte du principe de séparation entre État et religion et à l'anticléricalisme.

Aux questions que nous nous sommes posés, il n'y a pas de réponse simple. La laïcité parvient-elle à rassembler la majorité des Français par-delà les clivages idéologiques ou bien, en vertu de ses origines, reste-t-elle avant tout caractéristique de l'univers symbolique de la gauche détachée du catholicisme ? On ne peut guère parler d'une opposition radicale entre catholicisme et laïcité : les catholiques comme les irréguliers sont ralliés à la République laïque et à l'héritage de la Révolution française. Beaucoup, pratiquants ou non, sont des *laïques républicains*. Cependant, la plus forte adhésion à la laïcité considérée sous ses deux facettes, à la fois *républicaine* et *séparatiste*, demeure une affaire d'irréguliers et d'athéisme, voire d'hostilité à la religion.

Les attitudes à l'égard de la laïcité illustrent son lien historique avec la gauche et confirment la relation traditionnelle entre religion et politique. L'ancrage de la laïcité à gauche se renforce avec le détachement religieux, plus encore lorsqu'elle est à la fois *républicaine* et *séparatiste*. Néanmoins, la droite n'est pas en reste. L'existence de *laïques* au-delà des rangs de la gauche, en particulier au centre droit et parmi les sympathisants de l'UDF, est loin d'être résiduelle et les référents historiques de la laïcité constituent, là encore, le plus petit dénominateur commun aux deux « camps ».

Les systèmes d'opinions et d'attitudes des *laïques de droite* et *de gauche* ne convergent pas pour autant. La variable religieuse gouverne encore et toujours les représentations. Plus intégrés au catholicisme, plus souvent croyants et favorables à la religion que les *laïques de gauche*, les *laïques de droite* ne sont hostiles au financement de l'école privée qu'à condition d'être, comme à gauche, détachés de la religion ; les *laïques de gauche* ne plébiscitent l'enseignement de l'histoire des religions à l'école que s'ils partagent, comme à droite, une conception ouverte et positive de la religion.

La transformation du paysage religieux et l'irruption de l'islam dans la société française ont relancé depuis une quinzaine d'années le débat public sur la laïcité. L'augmentation de la proportion des *laïques* dans le camp de la droite ne trouve-t-elle pas là son origine ? L'islam représente une menace pour tous les *laïques*, mais le rejet du foulard islamique n'a pas la même teneur à gauche et à droite. Le système symbolique de la laïcité est déterminant chez les *laïques de gauche*, il comporte à la fois l'exigence de séparation entre le religieux et l'école, et l'ouverture à l'Autre. À l'inverse, les *laïques de droite* épousent les orientations qui sont celles de leur camp politique dans son ensemble et ont tendance à dissimuler intolérance et racisme derrière leur attachement à la laïcité.

Enfin, les facteurs sociologiques constituent-ils un élément modificateur important des attitudes à l'égard de la laïcité ? Seule la composante « intellectualisée » des représentations, *attachement à la laïcité* et *laïcité républicaine*, dépend, principalement, de l'élévation de l'âge et du niveau d'études. L'effet de génération persiste : bien que plus instruits et plus irréguliers que leurs aînés, les Français de moins de 40 ans s'affranchissent de plus en plus de la laïcité « traditionnelle », composante essentielle de notre système politique.

Si elles devaient être confirmées, l'ambiguïté idéologique de l'attachement de certains Français à la laïcité et l'indifférence relative des jeunes générations pourraient légitimer quelque inquiétude dans les rangs des militants laïques ou parmi les responsables politiques. En tout état de cause, notre enquête indique que, par-delà les célébrations consensuelles, la laïcité demeure un objet politique conflictuel.

Martine Barthélemy est directrice de recherche FNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Elle a travaillé avec Françoise Subileau sur le militantisme laïque et les représentations de la laïcité dans les associations de filiation catholique et laïque et poursuivi avec Guy Michelat l'étude de ces représentations dans la population française. Elle a notamment publié : *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 ; « Associations de filiation catholique et laïque : les représentations de la laïcité », dans Martine Cohen (dir.), *Associations laïques et confessionnelles : identités et valeurs*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 53-78 ; (avec Michel Pigenet) « Syndicats et associations : ignorance et concurrence », dans Danielle Tartakowsky, Françoise Tétard (dir.) *Syndicats et associations en France (19^e-20^e siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 89-96. Ses recherches portent d'une part sur le militantisme associatif, les associations de parents d'élèves, la place des associations dans la société française, d'autre part sur la laïcité comme enjeu politique et objet de représentation (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <martine.barthelemy@sciences-po.fr>).

Guy Michelat est directeur de recherche émérite CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Ces dernières années, il a notamment publié : (avec Julien Potel, Jacques Sutter) *L'héritage chrétien en disgrâce*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; (avec Michel Simon) *Les ouvriers et la politique. Permanences, ruptures, réalignements (1962-2002)*, Paris, Presses de sciences Po, 2004. Il a également codirigé avec Jacques Maître *Religion et sexualité*, Paris, L'Harmattan, 2003. Depuis 2001, il analyse avec Nonna Mayer les résultats de l'enquête par sondage de la commission nationale consultative des droits de l'Homme, pour son rapport annuel. Ses recherches portent sur les relations entre attitudes et comportements politiques et reli-

gieux, l'univers des croyances, les représentations de la laïcité, le racisme et l'antisémitisme (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <guy.michelat@sciences-po.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

DIMENSIONS DE LA LAÏCITÉ DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

L'analyse de ce que représente actuellement la laïcité dans les opinions et les attitudes des Français fait apparaître l'existence de deux dimensions de la laïcité, l'une républicaine, qui devient moins fréquente chez les jeunes, l'autre séparatiste. La plus forte adhésion à la laïcité considérée sous ses deux facettes, républicaine et séparatiste, demeure liée à l'irréligion et à la gauche, mais beaucoup de catholiques, certains Français de droite sont des laïques républicains. Ce qui différencie laïques de gauche et de droite, c'est la signification de certaines attitudes qui semblent communes. Ainsi, le rejet du foulard islamique s'accompagne chez les laïques de gauche de la tolérance, chez les laïques de droite, de l'hostilité à l'égard des immigrants.

DIMENSIONS OF LAICITY IN FRANCE TODAY

The analysis of what laicity currently represents in the opinions and the attitudes of the French people reveals the existence of two dimensions of laicity : one republican, which becomes less frequent among the young people, the other separatist. Strongest adhesion to laicity considered under its two facets, republican and separatist, remains related on irreligion and the left wing, but much of Catholics, and some right-oriented people are republican laics. What differentiates right-oriented laics from left-oriented laics is the significance of certain attitudes, that they seem to have in common. Thus the rejection of the Islamic headscarf goes with tolerance for the left-oriented and goes with hostility towards immigrants for the right-oriented.

ANNEXES

ANNEXE 1 : ÉCHELLES D'ATTITUDE

Les techniques d'analyse hiérarchique ¹, c'est-à-dire la construction d'échelles d'attitude, ont été utilisées pour rendre compte de certaines dimensions de l'enquête. L'analyse hiérarchique permet d'une part de juger de l'unidimensionnalité de l'ensemble des questions retenues pour constituer une échelle, c'est-à-dire de vérifier l'hypothèse qu'elles se rapportent à une seule et même variable latente, et qu'il existe bien une attitude dont les comportements verbaux rendent compte, d'autre part d'ordonner de façon univoque les questions et les individus sur un *continuum* orienté, c'est-à-dire de constituer un instrument de mesure de cette attitude.

Échelle d'attachement à la laïcité ²

Voici une liste de propositions. Pour chacune d'elles, pouvez-vous dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

- *La laïcité est une tradition qui doit aujourd'hui chercher à se redéfinir* : Pas d'accord du tout : 12 %
- *La laïcité est un combat qui a eu sa raison d'être mais qui est aujourd'hui dépassé* : Pas d'accord du tout : 39 %
- *La laïcité est une idéologie qui doit être combattue* : Pas d'accord du tout : 54 %

Pour chacune des choses suivantes, diriez-vous que si on la supprimait, ce serait pour vous très grave, assez grave, pas très grave, pas grave du tout ?

- *La laïcité* : Très grave : 68 %

Voici une liste de propositions. Pour chacune d'elles, pouvez-vous dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

- *La laïcité est une valeur fondamentale toujours actuelle* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord : 87 %

Pouvez-vous dire pour chacun des mots suivants s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, plutôt positif, plutôt négatif ou très négatif ?

- *Laïcité* : Très positif, plutôt positif : 89 %
- *La laïcité à l'école doit-elle être selon vous renforcée, assouplie, maintenue telle qu'elle est, abandonnée ?* Renforcée, maintenue, assouplie : 95 %

1. W.S. Torgerson, *Theory and Methods of Scaling*, New York, Wiley, 1958 ; Benjamin Matalon, *L'analyse hiérarchique*, Paris, Mouton et Gauthier Villars, 1965 ; Guy Michelat, Éric Kerrouche, « Les échelles d'attitude », *Revue internationale de politique comparée*, 6 (2), 1999, p. 463-512.

2. Coefficient *h* de Loevinger : 0,52.

Échelle de laïcité-histoire ¹

Pouvez-vous dire pour chacun des mots suivants s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, plutôt positif, plutôt négatif ou très négatif ?

- *République* : Très positif : 48 %
- *Citoyen* : Très positif : 53 %

Dans l'héritage de la Révolution française, chacun des éléments suivants est-il à vos yeux très important, assez important, peu important ou pas important du tout ?

- *Un État laïque, indépendant de la religion* : Très important : 64 %
- *La Constitution* : Très important : 69 %
- *L'instruction publique* : Très important : 80 %
- *L'idéal de « liberté, égalité, fraternité »* : Très important : 81 %
- *Les droits de l'homme et du citoyen* : Très important : 86 %
- *L'égalité des citoyens devant la loi* : Très important : 87 %

Échelle de reconnaissance de l'État ²

Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord pour dire que l'État est le mieux placé pour remplir chacune des fonctions suivantes ?

- *Favoriser l'intégration de tous à la communauté nationale* : Tout à fait d'accord : 47 %
- *Protéger la libre expression des minorités* : Tout à fait d'accord : 49 %
- *Assurer la formation des individus par l'instruction publique* : Tout à fait d'accord : 60 %
- *Assurer l'égalité entre les citoyens* : Tout à fait d'accord : 61 %
- *Défendre les valeurs républicaines* : Tout à fait d'accord : 66 %
- *Défendre les droits de l'homme* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord : 88 %

Échelle d'attachement à la démocratie ³

Pour chacune des choses suivantes, diriez-vous que si on la supprimait ce serait pour vous très grave, assez grave, pas très grave, pas grave du tout ?

- *Les partis politiques* : Très grave : 47 %
- *Les syndicats* : Très grave : 57 %
- *L'Assemblée nationale* : Très grave : 59 %
- *La liberté d'association* : Très grave : 71 %
- *La liberté de religion* : Très grave : 78 %

Échelle de laïcité-séparation ⁴

Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou tout à fait défavorable à chacune de ces choses ?

- *Que des responsables du gouvernement assistent à des cérémonies religieuses* : Tout à fait défavorable : 11 %
- *Que des collectivités locales participent au financement des lieux de culte* : Tout à fait défavorable : 28 %
- *L'organisation de la semaine scolaire avec un temps réservé à l'instruction religieuse* : Tout à fait défavorable : 37 %
- *La présence d'aumôneries dispensant un enseignement religieux dans les établissements scolaires publics* : Plutôt défavorable, tout à fait défavorable : 65 %

1. Coefficient *h* de Loevinger : 0,50.
2. Coefficient *h* de Loevinger : 0,60.
3. Coefficient *h* de Loevinger : 0,49.
4. Coefficient *h* de Loevinger : 0,50.

Échelle d'anticléricalisme ¹

En France, l'Église catholique prend parfois des positions remarquées dans plusieurs domaines. Vous personnellement, trouvez-vous qu'elle reste dans son rôle ou qu'elle va trop loin quand elle prend position ?

- *Sur les questions économiques et sociales* : Elle va trop loin : 44 %
- *Sur les questions culturelles (films, livres, publicités)* : Elle va trop loin : 45 %
- *Sur les questions de mœurs (avortement, sexualité, procréation)* : Elle va trop loin : 60 %

1. Coefficient *h* de Loevinger : 0,52.

ANNEXE 2 : ANALYSES DE RÉGRESSION LOGISTIQUE

L'analyse de régression logistique constitue une procédure dans laquelle on met en relation une variable dépendante dichotomique (par exemple, le fait d'être très laïque par opposition au fait de ne pas l'être du tout) et une série de variables indépendantes pouvant l'expliquer. On considère l'effet global d'explication de chaque variable, mais aussi celle de chacune de ses modalités, par rapport à une modalité de référence.

Différenciation entre les plus laïques et les moins laïques

Des analyses de régression logistique confirment que des variables de différents registres concourent, à la fois, toutes choses égales par ailleurs, pour différencier les plus laïques des moins laïques ¹.

1. Dans une première analyse (modèle A), il s'agit :

- du degré d'intérêt politique
- de variables sociologiques telles que l'âge et le niveau d'études
- du niveau d'intégration au catholicisme
- de questions d'attitudes tolérantes telles que l'attitude à l'égard de la peine de mort, des immigrés et de l'homosexualité

Ainsi, les plus laïques se différencient des peu laïques parce que, toutes choses égales par ailleurs, ils sont plus intéressés par la politique, ils appartiennent à une génération plus âgée, ils ont fait des études, ils ne sont pas intégrés au catholicisme et ils sont tolérants.

Par exemple, ceux qui ne s'intéressent pas du tout à la politique ont 11,2 fois moins de chances d'être très laïques que ceux qui s'y intéressent beaucoup, les 18-24 ans ont 7 fois moins de chances de l'être que les plus de 64 ans, et les pratiquants réguliers 3,5 fois moins de chances que les sans religion.

2. Dans une seconde analyse (modèle B), on retrouve les mêmes variables sociologiques, le niveau d'intégration au catholicisme, mais aussi l'autoposition sur la dimension droite-gauche. S'y ajoute notre indicateur de *laïcité républicaine* ².

Ainsi, les plus laïques se différencient des peu laïques parce que, toutes choses égales par ailleurs, ils appartiennent à une génération plus âgée, ont fait des études, ne sont pas intégrés au catholicisme, se situent eux-même à gauche et ne sont pas hostiles aux immigrés (il semble qu'ici, se situer à gauche tient le rôle des autres indicateurs de tolérance) et ils sont très *laïques républicains*.

En termes de probabilité d'être très laïque, outre la différenciation massive qu'apportent l'âge, le niveau d'études et la *laïcité républicaine*, ceux qui se situent à droite ont 2,6 fois moins de chances d'être très laïques que ceux de gauche et les pratiquants dominicaux 1,7 fois moins que les sans religion. Enfin, approuver totalement la proposition « Il y a trop d'immigrés en France » entraîne 3,4 fois moins de chances d'être très laïque que la désapprouver entièrement.

1. Définis, à partir de notre échelle d'*attachement à la laïcité*, comme les 30 % les plus laïques et les 29 % les moins laïques.

2. Construit à partir des échelles de *laïcité-histoire*, de *reconnaissance de l'État* et d'*attachement à la démocratie*.

	Modèle A		Modèle B	
	B	Exp (B)	B	Exp (B)
<i>Autoposition</i>			**	
Droite			-, 943***	,390
Centre Droit			-, 423	,655
Centre, SR			-, 695***	,499
Centre gauche			-, 317	,728
Gauche			référence	
<i>Pratique religieuse</i>	***		**	
Autres religions	- 1,256***	,285	- 1,023***	,360
Pratiquants réguliers	- 1,081***	,339	-, 518	,596
Pratiquants occasionnels	-, 670**	,512	-, 522*	,593
Non pratiquants	-, 341	,711	-, 376	,687
Sans religion	référence		référence	
<i>Âge</i>	***		***	
18-24	- 1,920***	,147	- 1,863***	,155
25-34	- 1,542***	,214	- 1,265***	,282
35-49	-, 767***	,464	-, 749***	,473
50-64	-, 359	,698	-, 104	,902
65 ans et plus	référence		référence	
<i>Diplôme</i>	***		***	
Primaire, BEPC	- 1,141***	,320	- 1,379***	,252
CAP, BEP	-, 533**	,587	-, 710**	,492
Bac	-, 244	,784	-, 209	,811
Bac +2	-, 196	,822	-, 164	,849
Supérieur	référence		référence	
<i>Intérêt politique</i>	***			
Pas du tout, SR	- 2,416***	,089		
Assez	- 1,514***	,220		
Un peu	-, 650*	,522		
Beaucoup	référence			
<i>Homosexualité</i>	***			
Sans réponse	-, 410	,663		
Pas du tout d'accord	-, 273	,761		
Plutôt pas d'accord	- 1,021***	,360		
Plutôt d'accord	-, 628***	,534		
Tout à fait d'accord	référence			
<i>Peine de mort</i>	***			
Sans réponse	-, 717*	,488		
Tout à fait d'accord	- 1,080***	,340		
Plutôt d'accord	- 1,240***	,289		
Plutôt pas d'accord	-, 703**	,495		
Pas du tout d'accord	référence			
<i>Immigrés</i>	**		***	
Sans réponse	-, 578	,561	-, 777	,460
Tout à fait d'accord	-, 754**	,470	- 1,224***	,294
Plutôt d'accord	-, 899***	,407	- 1,166***	,312
Plutôt pas d'accord	-, 277	,758	-, 390	,677
Pas du tout d'accord	référence		référence	
<i>Echelle Laïcité républicaine</i>			***	
0			- 3,727***	,024
1			- 2,578***	,076
2			-, 861***	,423
3			référence	
Constante	4,674	107,108		
R-deux de Nagelkerke	0,451		.546	
Pourcentage de cas correctement prédits	77,2		80,9 %	

*** ≤.01 / ** ≤.05 / * ≤.10

Différenciation entre les laïques de gauche et de droite

Au sein même des plus laïques, la différenciation entre ceux qui se situent à gauche et ceux qui se situent à droite dépend globalement des mêmes variables qu'entre laïques et non-laïques. Toutes choses égales par ailleurs, l'âge, le diplôme, la pratique religieuse, l'intérêt politique, les attitudes à l'égard des immigrés et de la peine de mort et la *laïcité républicaine* jouent tous un rôle dans la discrimination entre laïques de gauche et de droite. Mais, en fonction de ce modèle, là, outre la *laïcité républicaine*, c'est l'attitude à l'égard des immigrés qui joue le rôle le plus important, suivie du degré d'intégration religieuse, du niveau de diplôme et de l'intérêt politique (modèle C).

	Modèle C	
	B	Exp (B)
<i>Pratique religieuse</i>	***	
Autres religions	- 1,042	,353
Catholiques pratiquants	- 2,320***	,098
Catholiques non pratiquants	-, 870*	,419
Sans religion	<i>référence</i>	
<i>Âge</i>	**	
18-24	-, 235	,791
25-34	1,616**	5,031
35-49	-, 283	,754
50-64	-, 812*	,444
65 ans et plus	<i>référence</i>	
<i>Diplôme</i>	**	
Primaire, BEPC	1,951***	7,034
CAP, BEP	1,192**	3,292
Bac	,348	1,416
Bac +2	,136	1,146
Supérieur	<i>référence</i>	
<i>Intérêt politique</i>	*	
Pas du tout, SR	- 1,845**	,158
Assez	-, 182	,833
Un peu	-, 104	,901
Beaucoup	<i>référence</i>	
<i>Peine de mort</i>	***	
Sans réponse	- 1,398***	,247
Tout à fait, plutôt d'accord	-2,189***	,112
Plutôt pas d'accord	-, 218	,804
Pas du tout d'accord	<i>référence</i>	
<i>Immigrés</i>	***	
Sans réponse	- 3,126***	,044
Tout à fait d'accord	- 2,894***	,055
Plutôt d'accord	- 2,002***	,135
Plutôt pas d'accord	-, 879	,415
Pas du tout d'accord	<i>référence</i>	
<i>Échelle Laïcité républicaine</i>		
0	- 3,628***	,027
1	-, 243	,784
2	-, 585	,557
3	<i>référence</i>	
Constante	4,003	54,757
R-deux de Nagelkerke	0,522	
Pourcentage de cas correctement prédits	82,8	

Parmi les plus laïques, ceux qui sont de gauche se différencient de ceux de droite parce qu'ils sont moins souvent hostiles aux immigrés et favorables à la peine de mort, moins souvent catholiques pratiquants et plus fréquemment intéressés par la politique.

Ainsi, parmi les plus laïques, les très hostiles aux immigrés ont près de 18 fois moins de chances d'être de gauche que de droite que ceux qui ne le sont pas ; il en est de même pour les catholiques pratiquants par rapport aux sans religion (10 fois moins), ceux qui ne s'intéressent pas à la politique par rapport à ceux qui s'y intéressent beaucoup (6 fois moins). Mais, parmi les plus laïques, ceux qui n'ont fait que des études primaires ont 7 fois plus de chances d'être de gauche que ceux qui ont fait des études supérieures.

*Différenciation entre les plus laïques et les moins laïques
au sein même de la gauche et de la droite*

On a vu que plus on se positionnait à gauche, plus grande était la probabilité d'être laïque. Mais parmi ceux-là mêmes qui se situent à gauche, de la même façon, toutes choses égales par ailleurs, l'âge et le niveau d'études, le degré d'intégration religieuse, l'intérêt politique et la tolérance participent à la différenciation entre les plus et les moins laïques. Les laïques y sont plus rarement catholiques pratiquants et jeunes. Mais ils sont plus fréquemment dotés d'un capital scolaire, intéressés par la politique, opposés à la peine de mort, acceptant l'homosexualité et ne rejetant pas les immigrés.

Enfin, parmi ceux qui se situent à droite, ce qui différencie essentiellement les non-laïques des laïques, c'est que ces derniers sont plus âgés, qu'ils ont plus souvent poursuivi leurs études et qu'ils sont plus attachés à la *laïcité républicaine*.